

Mars-Avril 2018

N°23 2 euros

La Voix des Communistes



Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

Stoppons l'offensive de la bourgeoisie



ABROGATION

DE TOUTES LES LOIS ANTI-SOCIALES



TURQUIE HORS DE SYRIE SOUTIEN A ROJAVA

ASSEZ DE RECULS

Luttons classe contre classe pour l'abrogation des lois anti sociales

L'année 2017 aura vu la disqualification des partis traditionnels qui se partageaient alternativement le pouvoir, les Républicains et le PS. L'alternance gauche droite qui a dominé la vie politique lors des dernières années n'était plus capable de répondre aux attentes économiques et politiques de la bourgeoisie. Les travailleurs et une partie de la petite bourgeoisie se détournent des représentants politiques de gauche comme de droite. Pour éviter une crise politique qui aurait ébranlé le pouvoir bourgeois, fut mise sur pied une « nouvelle force » censée rénover le pouvoir politique et capable d'appliquer les « réformes » attendues par le capital. Macron a reçu cette mission et a été « démocratiquement » élu et il a engagé son gouvernement à entreprendre au pas de course une série de contre réformes qui touchent directement ou indirectement les travailleurs.

L'unique but de la production capitaliste est de reproduire le capital investi avec une plus-value, un profit. Or le développement du capitalisme dans le monde entier a, ces dernières années, rendu plus difficile pour chaque capital investi la réalisation d'un profit. La division internationale du travail a été bouleversée. La concurrence et les contradictions se sont aggravées entre les états capitalistes et impérialistes, ponctuées par des crises périodiques de surproduction de plus en plus graves. Comment toutes les bourgeoisies du monde pensent-elles pouvoir, dans cette situation, tirer leur épingle du jeu ? En exploitant encore plus les travailleurs !

Dans le monde et en Europe, la bourgeoisie française a pris du retard par rapport aux politiques d'austérité et de restructuration des relations capital travail, menées dans les autres pays européens, allemand ou anglais (développement des travaux précaires, contrats à zéro heure en Angleterre ou en Grèce, Espagne, Portugal où les salaires ont baissé jusqu'à 25 %).

La bourgeoisie française ne peut plus désormais reculer pour réduire le prix de la force de travail. Elle doit augmenter par tous les moyens le temps de travail sans accroître les salaires, diminuer les retraites par l'augmentation des impôts, rogner sur le salaire indirect (les fameuses « charges sociales »), sur les frais de santé et sur l'entretien de la force de travail au chômage qui ne produit plus de plus-value, et cela tout en évitant une explosion sociale. Cela suppose un recours accru à la répression policière et judiciaire dont l'incorporation de mesures propres à l'état d'urgence dans la loi, aux mesures contre l'expression publique bref un renforcement du contrôle de l'État sur la société. S'ajoute à cela l'action impérialiste de la France pour préserver sa zone d'influence en Afrique et dans d'autres parties du monde face aux empiètements des autres impérialismes et qui engloutit d'énormes ressources financières.

Les travailleurs ont tenté de résister à cette offensive de la bourgeoisie, mais la mobilisation syndicale n'a pas été en mesure seule de l'arrêter. Les échecs répétés de la mobilisation contre les attaques du pouvoir au cours des années 2016-2017 ont conduit les travailleurs les plus combattifs à chercher les raisons de cette inefficacité de leurs mobilisations nationales.

Certains mettent en cause les méthodes de lutte, les journées de mobilisation répétées et inefficaces et préconisent la grève générale. En vérité les causes sont plus profondes. Les luttes nationales ne pourront gagner en efficacité que si la classe des exploités se débarrasse de l'influence idéologique et politique du « réformisme de gauche » qui cantonne les luttes à un moyen de pression dans les négociations pour obtenir quelques concessions à la marge des « partenaires sociaux ». La bourgeoisie sait que les centrales syndicales ne déborderont pas de ce cadre.

L'illusion de pouvoir régler les problèmes en tant que partenaires sociaux s'oppose à la claire conscience que patronat et salariés ont des intérêts antagonistes. L'illusion d'un État au-dessus des classes et qui pourrait trouver des solutions en faveur des travailleurs est en opposition à la réalité d'un État au service de la classe bourgeoise. Tout cela freine la prise de conscience de la classe, la solidarité entre les travailleurs, la lutte commune et la construction de leur organisation politique et syndicale indépendamment de la bourgeoisie. La bourgeoisie, même si elle en a de moins en moins les ressources pour le faire, continuera à entretenir ces illusions, en s'appuyant sur les forces conciliatrices dans les syndicats et partis de « gauche ». Elle cherchera à dissimuler le caractère de classe des mesures qu'elle prend.

Pour vaincre il faut rompre avec la politique de conciliation de classe. Les communistes et les syndicalistes combattifs doivent dans toutes les occasions, quotidiennement dans leurs syndicats, dans les luttes locales, défendre et préconiser une autre politique. Une politique clairement anticapitaliste qui mette en avant la revendication d'abrogation de toutes les lois anti sociales imposées par les gouvernements successifs de droite comme de gauche, et passer des luttes de résistance aux batailles pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Les marxistes léninistes appellent tous les travailleurs combattifs, les syndicalistes qui se sont mobilisés dans les dernières grandes luttes, à défendre cette revendication pour l'imposer dans leurs syndicats.

**Assez de reculs ! Classe contre classe !
Luttons pour l'abrogation des lois anti sociales !**

Sommaire

- 2 EDITORIAL
- 4 LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS
- 6 S'OPPOSER A L'OFFENSIVE SUR LA SANTE
- 7 SOLIDARITE AVEC LES MC DO
- 8 DEBAT: L'ECOLOGIE
- 10 DOSSIER JCML: LA SELECTION A LA FAC
- 12 IMPERIALISME FRANCAIS
 - Nouvelle Calédonie
 - La France au Sahel
- 20 IMPERIALISME DANS LE MONDE
 - L'Asie Pacifique
 - Palestine
 - Syrie-Rojava
- 21 INTERNATIONALISME
 - Le mouvement iranien
 - Des luttes dans le monde entier

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

CONSTRUIRE UN PUISSANT RAPPORT DE FORCE

Depuis sa victoire lors de la bataille sur la réforme des retraites de 2010, la bourgeoisie n'a de cesse d'imposer des contre-réformes qui facilitent les licenciements. L'ANI, la loi Rebsamen, la loi El Khomri, les récentes ordonnances. Macron donne un pouvoir plus étendu au patronat pour mettre à la rue des milliers de salariés. Dans le même temps, ces contre-réformes amoindrissent les possibilités des salariés de se défendre. Les premiers effets de ces lois anti-ouvrières pointent déjà le bout de leur nez dans beaucoup d'entreprises (PSA, Pinky, Carrefour...), pour beaucoup de salariés.

Des droits qu'il faut imposer par la lutte

Jamais les gouvernements bourgeois n'ont donné de droits aux salariés pour s'opposer aux licenciements. La classe ouvrière a dû se battre, mener des grèves, des mouvements durs pour imposer certains droits. Et puis le rapport de force aidant, la bourgeoisie a cédé quelques droits pour acheter la paix sociale. C'est notamment des recours devant les tribunaux afin de contester les licenciements et leurs motifs. Cependant, si un rapport de force de classe n'est pas constitué en amont, cette justice avantage toujours le capital, et n'a jamais réussi à faire reculer la sacro-sainte propriété bourgeoise. Tout au plus, a-t-elle permis de défendre les droits minimums des salariés, donner des contreparties plus ou moins avantageuses. Aujourd'hui pourtant, même la possibilité de recours en justice est devenue un frein aux plans de la bourgeoisie. C'est en partie à cela que s'attaquent les dernières lois anti-ouvrières. Pour ces raisons, le syndicalisme de conciliation, d'accompagnement avec le capital condamne les salariés à la défaite et à accepter des mesures qui vont accroître l'exploitation capitaliste. Le devoir de tout militant est de rompre avec le syndicalisme « de dialogue social » et construire partout un syndicalisme qui lutte classe contre classe.

Une lutte quotidienne qui renforce l'unité et les solidarités de classe

Malgré les échecs successifs sur le terrain national, les luttes n'ont pas cessé et même se développent localement face aux fermetures d'entreprises. Le cas le plus emblématique de cette dernière période est la lutte des salariés de GM&S, qui depuis plus d'un an, luttent sans relâche pour préserver leurs emplois. Et ces salariés qui ne baissent pas les bras et ne se laissent pas bernier par les discours des patrons et des politiques bourgeois ont raison. Ils refusent d'accepter que la bourgeoisie détruise leur vie, et les divise par de mauvaises solutions de reprises. Si leur lutte a pu durer aussi longtemps, si les salariés ont pu aussi préserver au moins une année de plus leurs emplois, c'est grâce au bras de fer engagé par les salariés de GM&S qui ont su faire de leur lutte un symbole national du combat contre les licenciements.

Pour pouvoir contester les licenciements dans la durée, il est important de contester la logique du système capitaliste qui sacrifie les salariés sur l'autel des profits.

Avoir un rapport de force nécessite d'avoir un syndicat d'entreprise puissant, qui fonctionne et organise les revendications des salariés, sache les mobiliser. C'est une lutte quotidienne de plusieurs années mais la condition préalable pour résister aux plans de licenciements des patrons. La conscience de classe et de lutte des salariés de GM&S leur a permis de contester les motifs de fermeture de l'usine et mobiliser leurs collègues. Pour s'opposer aux plans de licenciements, la première tâche est de chercher les motifs véritables de la fermeture car les équipes patronales masquent les véritables causes. Il est donc possible de créer une commission élue en assemblée générale qui enquête et rende publiques ses conclusions. La seconde tâche est de constituer un rapport de force basé sur la revendication du refus de la fermeture et pour le maintien des emplois. Les salariés qui acceptent la logique du plan de licenciement en acceptant la négociation de primes comme revendication de leur rapport de force se placent sur le terrain de la défaite. Dans tous les cas, ils obtiennent moins que s'ils se battent pour le maintien des emplois.

Organiser la lutte de manière autonome face aux partis bourgeois et réformistes

Une condition importante pour faire reculer le patronat est l'autonomie de la lutte face au pouvoir politique bourgeois et aux élus. S'il peut être nécessaire d'interpeler les élus municipaux ou nationaux, il est essentiel de garder une autonomie de classe dans la revendication du maintien des emplois. Ce qui importe dans la lutte, est l'organisation de la solidarité au sein des entreprises voisines, la mobilisation de soutiens locaux et régionaux en faisant appel à la population. C'est la construction de ce front de lutte qui renforcera avant tout la lutte contre les licenciements.

Pourquoi faut-il se méfier des partis politiques du capital et des réformistes ? Parce qu'en général, ils sont impuissants face aux lois du capitalisme. Surtout, dans leur politique générale, ils sont de fervents soutiens de ce système. S'ils font mine de soutenir les salariés (même en donnant de l'argent ou en interpellant les patrons ou le gouvernement), ils finissent par se ranger contre eux dès que les travailleurs veulent aller plus loin, ou ne pas accepter les compromis que proposent les patrons. C'est le cas des GM&S qui critiquant l'offre de reprise ont subi des attaques et des pressions du pouvoir politique pour qu'ils cessent leur lutte. Le porte-parole actuel du gouvernement, Benjamin Griveaux, estimait que les syndicalistes de GM&S « ne sont pas dans un travail de coopération (...) Ils mettent en péril la reprise de l'entreprise » (Europe 1, 6/10/17).

Les salariés ne peuvent compter que sur leurs propres luttes pour résister aux exigences patronales. Bien entendu, lutter politiquement contre les licenciements est essentiel : les luttes ouvrières ont besoin d'un parti politique anticapitaliste, un parti communiste qui défende les intérêts politiques immédiats et à long terme des travailleurs. Mais cela nécessite d'écarter tout soutien aux formations politiques pro-capitalistes et anti-ouvrières.



L'Etat bourgeois est au service des licenciements

L'appareil d'Etat n'est pas un allié dans la lutte contre les licenciements. L'Etat, sous le capitalisme, aide en permanence les patrons. Le cas des GM&S est emblématique et révélateur du rôle que tient l'Etat. Premièrement, il lance des attaques idéologiques en marginalisant les salariés. Tout le monde a en tête les propos de Macron à l'encontre de la lutte des GM&S. Mais il n'est pas le seul, avant lui Jospin avait dit qu' « il ne faut pas tout attendre de l'Etat », ce qui signifie que l'Etat dans ce système est incapable de répondre aux besoins des salariés. Politiquement, et que les gouvernements soient de droite ou de gauche, l'Etat a mis en place des contre-réformes politiques allant toutes à l'encontre des intérêts des salariés. Depuis plus de 30 ans, aucune mesure n'améliore la condition des salariés dans l'entreprise. Au niveau économique, le fardeau de l'effort pour sortir de la crise repose sur les salariés. Le capital avec l'Etat font peser tout le poids de la crise sur les salariés en facilitant les licenciements et en aidant le patronat à se restructurer avec des simulateurs permettant aux patrons de prévoir combien leur coûtera une restructuration (1). Enfin, l'arme de la répression est utilisée par l'Etat sur les ouvriers en lutte. Souvenez-vous des CRS chargeant le cortège des GM&S.

Enfin, certains prétendus amis de la classe ouvrière peuvent devenir des ennemis. C'est le cas de Syriza en Grèce avec son gouvernement de « gauche radicale » qui s'attaque au droit de grève. Voici ce qu'en dit le Parti communiste grec (KKE) : « avec ce nouveau paquet de mesures, le gouvernement, entre autre, a l'intention de porter un coup au droit des travailleurs de déclarer une grève. Selon le nouveau projet de loi, pour qu'un syndicat de base puisse déclarer une grève, 50% des membres inscrits devraient être d'accord avec cela. En effet, le gouvernement tente d'adopter cela sous prétexte de « démocratie », alors que dans les lieux de travail domine le terrorisme des employeurs, le risque de licenciement pour participation aux luttes, surtout dans des conditions où le taux de chômage est particulièrement élevé »(2).

La solution définitive au problème des licenciements est la sortie du capitalisme

La production, dans le système actuel, se réalise en fonction des profits qu'obtiennent ceux qui possèdent les entreprises, c'est-à-dire les capitalistes. Dans le cadre de la concurrence mondiale, les entreprises cherchent à baisser leurs coûts de production. Elles investissent leurs capitaux en fonction du profit qu'elles escomptent obtenir. Si les profits escomptés ne sont pas au niveau de la concurrence, les entreprises délocalisent, restructurent leur production. Ainsi, les plans sociaux, les licenciements sont à l'ordre du jour. L'ouverture ou la fermeture d'entreprise n'a pas pour raison la volonté de répondre aux besoins

humains, mais la recherche égoïste du profit. La majorité de la société est à la merci du chômage pour qu'une petite minorité puisse s'enrichir. Ainsi, le capitalisme n'est pas en capacité d'offrir un avenir sans peur du lendemain aux salariés. Il a d'ailleurs de plus en plus tendance à n'offrir que la peur du lendemain. Il faut donc sortir de ce système.

Développer la lutte anticapitaliste contre les plans sociaux

L'obtention de victoires face au calvaire des licenciements et des restructurations est politique et nationale. Il s'agit de remettre en cause un système d'ensemble, à la fois économique et politique, qui n'a d'autre objectif que l'enrichissement d'un pôle de la société au détriment d'un autre. Après l'application des ordonnances, la bataille de classe prend des allures plus locales où les salariés empêchent l'application des mesures anti-ouvrières entreprise par entreprise. La lutte n'est pas terminée et ne va pas s'arrêter demain. D'ores et déjà, des syndicalistes en lutte nouent des liens de solidarité entre eux. C'est par ce type de développements de la lutte que le mouvement sera en passe de préparer une nouvelle bataille, une nouvelle offensive cette fois nationale, qui devra aussi avoir une portée politique de remise en cause du système que défend le gouvernement.

Durant les luttes dures comme celles des GM&S, les salariés gagnent une expérience précieuse. Ils constatent que ce sont eux qui sont au cœur de la production. Cette expérience démontre un haut degré de conscience et de lutte de la part de certains secteurs. En l'absence d'un mouvement révolutionnaire organisé, ces expériences locales formant une avant-garde syndicale, démontrent concrètement la nécessité d'un dépassement du capitalisme, mais restent malheureusement impuissantes à transformer la situation politique nationale. Elles sont néanmoins un point d'appui essentiel au futur développement d'un parti révolutionnaire en France.

(1) Simulateurs sur des sites officiels des ministères et de l'Etat : <https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/bareme-indemnite-prudhomales> https://www.telerc.travail.gouv.fr/RuptureConventionnellePortailPublic/jsp/site/Portal.jsp?page_id=14

(2) KKE, <http://fr.kke.gr/fr/articles/Activite-militante-multiforme-des-syndicats-contre-la-politique-antipopulaire/>

Pour s'informer sur la politique syndicale des communistes dans les années 1920-1930, l'ouvrage de Losovsky, *Le programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge* offre un condensé des moyens à mettre en œuvre pour vaincre le capital. Un livre que tout syndicaliste devrait avoir sur sa table de chevet.

GRATUITE DES SOINS POUR LES CLASSES POPULAIRES

« 30 % des dépenses de santé ne sont pas pertinentes ». Voilà la petite phrase prononcée par la ministre de la santé Agnès Buzyn en octobre dernier. D'après elle, la santé doit entrer dans le bal de l'austérité et des économies. Ce n'est pas quelque chose de nouveau puisque depuis des années, la santé, les hôpitaux subissent des restructurations allant à l'encontre des intérêts de la majorité du peuple mais aussi des personnels salariés de la santé.

Quelle logique pousse la ministre de la santé à tenir de tels propos ? Cette logique est la même que celle qui pousse les patrons à augmenter l'exploitation des salariés du privé. Dans la société capitaliste, la santé de la majorité de la population se heurte à la nécessité de faire du profit. Seule la perspective de dégager des profits pousse à préserver et développer l'activité économique. Il se trouve que soigner les salariés, développer des services de santé pour tous à long terme n'obéit pas à cette logique de profit. Bien soigner le peuple est en contradiction avec la logique du capital même si pourtant la bourgeoisie a besoin de salariés en bonne santé. Il faut donc « rationaliser », « responsabiliser », détruire finalement les services publics de santé pour les rendre rentables, « efficaces ». La protection sociale n'est pas tombée du ciel. Imposée par le mouvement ouvrier qui occupait une position importante dans la Résistance face à l'occupant nazi, la protection sociale est justement le fruit d'une lutte aigue de la classe ouvrière face à la bourgeoisie. Depuis, le capital n'a eu de cesse de revenir sur cette grande conquête sociale au détriment des salariés(1). Il devient de plus en plus clair que ce ne sont pas des gouvernements bourgeois qui amélioreront la santé pour la majorité du peuple mais seulement la prise en main par les travailleurs des affaires publiques.

Capitalisme et accès à la santé : Une contradiction de plus en plus aigüe

Entre les idéaux libéraux de « bien commun » et la cynique réalité de la société capitaliste, la santé des travailleurs est régulièrement mise de côté, passée par pertes et profits. Aujourd'hui, le capitalisme subit une crise

chronique et donc la santé attaquée par les différents gouvernements. En effet, le chômage est très élevé, l'Etat dépense des milliards pour faire repartir l'investissement des entreprises en faisant des cadeaux aux patrons (CICE, exonérations massives de cotisation sociales...). Il cherche donc à réduire les dépenses qui sont pour lui « improductives » et ne permettront pas de faire repartir la machine économique. La santé appartient à ces domaines « improductifs » car il n'y a de productifs pour le capital que les secteurs économiques qui produisent de la plus-value. Comme le remarque Karl Marx : « Le capital industriel est le seul mode d'existence du capital où sa fonction ne consiste pas en appropriation mais également [surtout !] en création de plus-value, autrement dit de surprofits »(2). Le capitalisme en contrepartie se heurte à la nécessité de reproduire une force de travail élargie, qui puisse être apte à venir travailler le plus longtemps possible, en bonne santé, avec un minimum de formation intellectuelle et culturelle.

Les gouvernants du capital ont fait un choix de classe. Pour résoudre leur crise, ils recourent à une augmentation de la plus-value, de l'exploitation des salariés. Ils augmentent la durée de travail des salariés, l'intensité du travail, font appel à la flexibilité des horaires et à la sous-traitance. L'ensemble des salariés est mis sous la coupe d'une exploitation plus importante ce qui entraîne des risques plus importants sur la santé : stress, épuisement au travail (burn-out), fatigue générale, non-recours aux arrêts de travail pour cause de pression, ... Plus d'un salarié sur deux estime subir du stress au travail. 28 % des salariés et 26 % des managers déclarent que leur travail leur a déjà causé des « problèmes psychologiques graves »(3). Cette situation est largement imputable aux nouvelles méthodes de management mises en place par les directions d'entreprises, basées sur l'individualisation, l'isolement, les objectifs, mais aussi au risque de chômage.

L'état de santé est différent, « selon la classe sociale »(4). Un ouvrier masculin sur 4 meurt avant 65 ans. La mort du cancer est plus élevée chez les ouvriers que chez les cadres(5). Mais ce

qui n'est pas dit, c'est que ce sont les conditions de vie de ce système qui sont la cause principale(6) des problèmes de santé de la classe ouvrière.

Prenons deux exemples :

En mai 2012, la CGT s'est mobilisée pour demander la restauration du droit au départ à la retraite à 50 ans pour les salariés des égouts et des assainissements. Les salariés de ce secteur sont soumis à des conditions de travail déplorables et indignes. Ils touchent des salaires de misères et leur espérance de vie est de 13 ans inférieure par rapport aux cadres supérieurs (7). Ils meurent en général d'infections et de cancers dus à leur travail dans les égouts.

En 2012 toujours, les salariés sous-traitants du nucléaire étaient en grève pour dénoncer leur situation. Ces salariés du nucléaire sont utilisés dans les centrales pour faire les opérations les plus dangereuses et les plus exposées aux rejets radioactifs : ils « ont en charge la logistique dans la centrale, ce qui recouvre de très nombreuses activités de maintenance : décontamination, tri, évacuation des déchets »(8). Ces salariés « encaissent la quasi-totalité de la dose annuelle de radiations reçue dans les 19 centrales nucléaires françaises. C'est le prix à payer pour les près de 30 000 sous-traitants d'EDF. Eux-mêmes se qualifient de « viande à rems », ancienne unité de mesure de la radioactivité »(9). Ils reçoivent 80 % des doses radioactive, ce qui montre bien que le capitalisme transforme certaines couches de salariés en travailleurs sacrificiels.

Est-ce que les différents gouvernements qui se sont succédés depuis se sont souciés des conditions de vie de ces salariés ? Non bien au contraire. L'offensive de la bourgeoisie à l'encontre des travailleurs a amplifié les risques sur la santé au travail, est une cause de la détérioration de la santé des salariés. En effet, la loi El Khomri a supprimé la visite médicale d'embauche sauf pour les « métiers à risque ». Surtout, la visite d'information et de prévention est passée de 2 à 5 ans pour les salariés et à 4 ans pour les « métiers à risque ». Il devient difficile de déceler le stress et l'épuisement au travail avec



de tels délais(10). Quant aux ordonnances Macron, en démantelant les CHSCT, elles vont permettre de freiner la lutte des salariés pour améliorer leur santé et leurs conditions de travail. En effet, dans le cadre de la délégation unique, les salariés auront moins d'heures de délégation et de moyens(11) pour lancer des alertes sur leurs conditions de travail. Il s'agissait là d'une instance importante pour les salariés car en général, les entreprises réduisent leurs coûts de production au détriment de la santé et de la sécurité de son personnel. **C'est pourquoi les marxistes-léninistes réclament l'abrogation des lois anti-ouvrières qui participent à dégrader la santé des travailleurs et réclament un suivi médical sérieux pour les salariés.**

Le capitalisme nuit à la santé des salariés et ne peut réduire les inégalités de santé. « L'écart entre l'espérance de vie d'un cadre et d'un ouvrier est le même depuis... 1976 ». De plus, il y a 6 ans d'écart d'espérance de vie entre un ouvrier et un cadre(12). Et les statistiques n'indiquent pas la différence d'espérance de vie en bonne santé entre un cadre et un ouvrier. Ces différences sociales sont dues aux conditions de travail, au mode de vie mais aussi à l'inégalité d'accès aux soins et notamment à leur coût. En effet, dans l'ensemble des soins, l'Observatoire des Inégalités relève « le poids de l'origine sociale » et ce, dès le plus jeune âge(13). C'est pourquoi ce problème ne peut se résoudre que par le développement d'une médecine préventive et d'une éducation à la santé, gratuite et publique, au sein des établissements scolaires. Cela nécessite de rompre entièrement avec les politiques d'austérité mises en place depuis 30 ans. Pour l'accès à la santé en général, les inégalités se creusent au détriment des classes populaires car l'Etat diminue ses dépenses. Exit les maternités et services hospitaliers de proximité, adieu le repos nécessaire et le suivi à l'hôpital après une hospitalisation. Bonjour dépassements d'honoraires et partie non remboursée. Ce désengagement de l'Etat a développé un « marché de la santé » avec une offre de soin à deux vitesses qui accroît les inégalités sociales (14).

Protection sociale pour tous les salariés : gratuité des soins

« Le droit à la santé a toujours été une conquête de la classe ouvrière sur le capital »(15). Il est donc nécessaire de combattre par le rapport de force les menaces que porte Macron sur la protection sociale. La bourgeoisie s'organise toujours mieux pour faire payer les travailleurs, à nous de résister à cette offensive. En effet, la part du

patronat dans le financement de la sécurité sociale se réduit. En 2016, les exonérations de cotisations sociales ont représenté 27,8 milliards d'euros(16), soit plus de la moitié du budget de l'éducation pour 2018 !! De plus avec le CICE, les charges patronales vont encore baisser de 24,8 milliards d'euros en 2019(17). Encore un cadeau de plus aux riches. Quant à la baisse des cotisations maladies et chômage, elle est compensée par l'augmentation de la CSG qui repose sur l'ensemble des salariés et de la population et n'ouvre aucun droit. Ainsi, on passe de plus en plus d'un système d'assurance où tout le monde participait, à un système d'assistance qui risque de devenir un plafond minimum de soins gratuits avec, en complément pour ceux qui le peuvent, le recours à des assurances privées toujours plus chères.

Pour les communistes, une société aussi industrialisée et riche que la nôtre devrait développer l'accès gratuit aux soins, la prise en charge gratuite de tout individu. Cependant, la réalité montre que le capitalisme n'a jamais été capable d'assurer à tous de quoi vivre et se soigner dignement, il l'est encore moins actuellement, en pleine phase de décomposition. Ainsi, pour « Mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain » comme le disait Ambroise Croizat(18), ministre communiste qui a créé la sécurité sociale (avec de nombreux militants cégétistes), il est plus que nécessaire de combattre tout un système et sa logique qui ne peut satisfaire, à long terme, un besoin social aussi essentiel pour des millions (des milliards à l'échelle de la planète) d'êtres humains. C'est pourquoi l'accès à une santé gratuite, pour tous peut être un des points de rupture avec le capitalisme, un des points sur lequel les communistes peuvent faire grandir l'alternative pour un système où l'accès à la santé serait, au même titre que d'autres aspects fondamentaux, au centre de la société : le socialisme.

(1) Voir : CGT, Bref historique d'une conquête ouvrière, 30/07/2012.

(2) Karl Marx, cité in Thomas T., Démanteler le capital ou être broyés, des alternatives que révèle la crise, Editions page Deux, Lausanne, 2011, 122 p.

(3) Thomas T., Idem, p. 35. De même, ce minimum qu'accorde la bourgeoisie pour rémunérer sa force de travail se différencie selon le développement économique du pays, sa lutte des classes...

(4) Le télégramme, « stress au travail, un mal persistant », 7/12/2017.

(5) « Une médecine de classe ? Inégalités sociales, système de santé et pratique de soins », in Revue Agone, n°58, 2016.

(6) Idem.

(7) Il y a des causes secondaires qui sont reliées par mille fils aux conséquences du capitalisme : mauvaise éducation à la santé, alimentation de moindre qualité...

(8) Les Echos, « Egoutier, un métier dangereux à long terme », 22/06/2016.

(9) Républicain Lorrain, « Le ras-le-bol de « la viande à rem » », 18/04/2012.

(10) Médiacités, « Grâce à la sous-traitance, EDF perpétue le mythe du nucléaire sans risque », 22/11/2017.

(11) <http://www.ugict.cgt.fr/articles/actus/decret-reculer-prevention-risques-travail>

(12) https://cgt.fr/IMG/pdf/fiche_no13_suppression_du_chsct.pdf

(13) <https://www.latribune.fr/economie/france/l-ecart-entre-l-espérance-de-vie-d-un-cadre-et-d-un-ouvrier-est-le-meme-depuis-1976-551827.html>

(14) Observatoire des inégalités, « Santé bucco-dentaire des jeunes : le poids de l'origine sociale », 13/07/2017, et « L'obésité chez les jeunes, le poids du milieu social », 4/07/2017.

(15) « Une médecine de classe ? Inégalités sociales, système de santé et pratique de soins », in Revue Agone, n°58, 2016.

(16) S. Barbas, « Droit à la santé, l'actualité de l'analyse critique de Marx face aux inégalités », in Humanité, 4/01/2018.

(17) <http://bfmbusiness.bfmbtv.com/france/securite-sociale-les-exonerations-de-cotisations-ont-progresse-en-2016-1337637.html>

(18) <https://www.ouest-france.fr/sante/securite-sociale/ce-qui-change-dans-le-nouveau-budget-de-la-securite-sociale-5351858>

ACTION DE SOLIDARITE DU ROCml ET DE LA JCml

POUR LES SALARIES DU MC DO DE VILLEFRANCHE (12)



La ville de Villefranche-de-Rouergue, en Aveyron, abrite un restaurant McDonald's. Quatre employés dans la vingtaine, soutenus par la CGT locale, ont débuté un conflit social le 23 août 2017, et appelé à la mobilisation via les réseaux sociaux. La cellule JCml d'Albi est allée soutenir cette action le samedi 13 janvier, à 9 heures du matin.

Les grévistes du Mc Do étaient présents et animaient le piquet de grève, déterminés à poursuivre la lutte. Les militants de l'UL CGT Villefranche étaient présents et organisent la solidarité autour de la grève : sono et table avec des croissants, chocolaines, des boissons chaudes. Après nous être présentés nous avons participé à des actions d'informations sur la grève auprès des automobilistes.

Les grévistes ont choisi la lutte et le rapport de force, la mobilisation solidaire contre le management agressif de l'établissement, avec la volonté de continuer à « mettre la pression » sur l'équipe de direction, qui, bien consciente des enjeux « flique » ses employés sur le parking de l'établissement pour éviter qu'ils ne parlent aux grévistes. Le jour même de notre venue, on aura vu la police signifier au dirigeant syndical, figure de proue de la lutte, sa convocation au poste de police pour gêne. Pour nous, il était important d'apporter notre solidarité aux grévistes qui mènent leur combat depuis plus de 6 mois. Nous avons par ailleurs décidé de

verser 50 euros à leur caisse de grève au nom du ROCml. La lutte menée est exemplaire mais le rapport de force est précaire. Cela illustre sans doute bien les conditions actuelles de la lutte des classes en France. Dans le domaine de la restauration rapide et semi-rapide, le syndicat majoritaire est notoirement connu pour être la CFDT. Ici, ce syndicat est complètement absent. Même si ces quatre grévistes sont déterminés et soutenus par des militants syndicaux, ils se trouvent relativement seuls. Du fait des pressions, il y a peu de solidarité de la part des autres employés.

Il est important que les militants communistes multiplient ce type d'initiative de solidarité, popularisent les luttes des secteurs les plus combattifs, et mobilisent les salariés, la jeunesse afin d'apporter leur solidarité.

La cellule d'Albi

Entretien avec le responsable CGT Mc Do Villefranche

Pouvez-vous nous résumer les événements qui ont conduit à la grève ?

« Suite à l'élection d'un syndiqué CGT en tant que délégué du personnel, nous avons vu la direction entamer progressivement une discrimination à l'égard des syndiqués CGT, ainsi que des pressions. Nous nous sommes vu attribués les tâches les plus ingrates et les plus répétitives. Un camarade a même reçu des insultes à caractère homophobes. (...) Puis un matin, sur le planning, un de nos camarades n'était plus inscrit. On lui apprend qu'il est mis à pied pour avoir insulté la directrice. Pour nous c'est trop,

on se met en grève avec une partie de l'équipe, en demandant sa réintégration. Nous ne pensions pas que 5 mois plus tard nous y serions encore... »

Comment décidez-vous alors d'organiser cette lutte et quelles sont vos stratégies ?

« Nous organisons une caisse de grève et des appels aux dons pour tenir la grève. Nous sommes évidemment aidés par la CGT Aveyron pour le matériel. Nous utilisons énormément les réseaux sociaux. Cela nous a permis de recevoir les soutiens de partis comme le NPA, le PCF, ou la FI. Des dons nous sont même arrivés du monde entier. De Suisse, de Belgique et même de salariés Mcdo des USA. »

Quelle est l'attitude de la direction et du reste du personnel depuis le début de la grève ?

« Nous avons très tôt subi le harcèlement de managers Macdonald sur les réseaux sociaux, des menaces. La direction bloque tout dialogue, ils ont décidé de recruter pour nous remplacer, ce qui est illégal. Nos anciens collègues ont totalement coupés les ponts avec nous. Soit par rejet de nos actions, soit par peur de subir un licenciement, leurs situations sont très précaires. »

L'intégralité de l'interview à retrouver sur notre site: rocml.org Ainsi que l'interview d'une syndicaliste CGT des EHPAD

Participer à la caisse de grève de la CGT du Mac Do:

<https://www.leetchi.com/c/solidarite-de-les-grevistes-du-mcdonalds-12>

ÉCOLOGIE POLITIQUE

LE CAPITALISME PEUT-IL EMPECHER LA CRISE ?

Nous le voyons depuis son arrivée au pouvoir, Macron ne cesse de faire des pirouettes dans le domaine de l'écologie.

S'il a nommé au ministère de la Transition écologique le très médiatique Nicolas Hulot, c'est bien en tant que cache misère. Macron le sait, il est attaqué sur sa gauche, pour ne pas avoir su faire des propositions sur l'écologie pendant la campagne présidentielle. Et la nomination de M. Hulot, est là pour tenter de calmer les esprits. Cependant, il ne faut se faire aucune illusion. Ce multimillionnaire enrichi par la possession de l'entreprise Ushuaia est typique de l'écologisme capitaliste qui cherche à culpabiliser les gens en disant qu'ils sont responsables du désastre écologique (parce qu'ils « consomment » mal) sans jamais s'attaquer aux multinationales ou au capitalisme en règle générale. D'ailleurs, son entreprise Ushuaia, est placée sur la liste rouge des produits chimiques dangereux de Greenpeace car les colorants des produits sont très allergènes et possèdent des perturbateurs endocriniens.

Seulement voilà les mois ont passé et les déconvenues avec (perturbateurs endocriniens, pesticides, énième sommet international pour financer la transition énergétique...). Cela pose la question de savoir si le capitalisme est réellement capable de résoudre la crise écologique ?

Le mode de production capitaliste, qui a pris la position dominante dans les formations économiques et sociales du monde, a permis une expansion formidable des moyens productifs et sociaux : ceux-ci ne sont pour autant pas au service des besoins de l'Humanité, mais de la reproduction anarchique du système capitaliste par la recherche de la vente de sa production marchande. La prédation capitaliste, et la nécessité de la mercantilisation, a été ainsi

amenée à marchander (et donc à s'accaparer) l'ensemble des ressources naturelles à disposition : terres arables, pétrole, eau ...voire l'air (surtout en Chine et en Europe de manière anecdotique, certes). L'utilisation de ces ressources, certaines non-renouvelables, est cohérente avec l'économie capitaliste en général : anarchique dans la production, basée sur la reproduction du Capital, particulièrement vulnérable au gaspillage. Le capitalisme a donc, plus que tout autre mode de production avant lui, agi sur l'environnement à tout point de vue, jusqu'à atteindre des situations catastrophiques ou exterminatrices, non seulement pour l'Humanité directement, mais aussi sur la biosphère en général, ce qui (par interaction) agit sur l'Humanité indirectement.

Le mode de fonctionnement et de production capitaliste interdit donc tout type de développement durable à long terme qui permettrait d'éviter une crise écologique qui est déjà en cours de réalisation.

Du côté des capitalistes, on voit plusieurs tendances se dégager : pour la bourgeoisie réactionnaire, le dérèglement climatique n'est même pas une réalité qu'il serait bon d'envisager. On le voit avec Donald Trump, qui est pourtant à la tête du 2ème pays le plus pollueur de la planète. La question écologique est donc totalement évacuée.

Pour ce qui est de la bourgeoisie libérale, la foi en le « sacro-saint marché » permettra la résolution des problèmes écologiques. Des plans d'aides aux entreprises pour assurer une transition écologique est permise. Ainsi une usine continuera d'abreuver le marché en produits, en pillant toujours plus les ressources terrestres mais elle le fera de manière écologique !

Nous voyons donc que les capitalistes et leur mode de production ne peuvent nous offrir un avenir porteur de développement bénéfique pour la grande majorité de la planète. La recherche du profit rend impossible la préservation des ressources naturelles et une appropriation collective des richesses, bénéfique à tous. Ainsi la question écologique semble bien être affaire du socialisme. Si des mouvements comme la France Insoumise proposent des programmes écologiques plus poussés, nous pouvons nous demander comment il peut être réalisé sans abolition du capitalisme et un choc plus profond de la société.

Le mouvement communiste marxiste-léniniste devant le péril écologique qui s'annonce, se fait fort de prendre en compte ces questions. Seul un Etat socialiste débarrassé du capitalisme pourra mettre en place une politique efficace, durable en matière écologique.

Le marxisme-léninisme met en lumière le fait que seule la révolution socialiste et l'instauration de la société communiste pourront éviter à l'humanité le chaos planétaire qui tôt ou tard résulterait inéluctablement de la persistance des rapports de production capitalistes. «[...] oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.» (Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste) La situation en est arrivée à un point où la survie même de l'humanité pourrait être menacée dans un avenir plus ou moins lointain !



NON A LA SELECTION A L'UNIVERSITE A L'EXCLUSION DES CLASSES POPULAIRES

De nombreux gouvernements et patrons en ont rêvé, le gouvernement Macron-Philippe l'a fait : la sélection à l'université. Du côté du MEDEF on crie victoire face à « l'égalitarisme ». Du côté des syndicats étudiants, lycéens et d'enseignants on s'alarme et il y a de quoi.

En effet le plan étudiant, présenté en grande pompe par le premier ministre Edouard Philippe le 30 Octobre 2017, a officialisé l'introduction de la sélection pour l'entrée à l'université. Désormais les lycéens de terminale devront faire des vœux, le conseil de classe donnera son avis, tandis que les universités ont la possibilité de trier les dossiers. Pour ceux qui auraient un dossier trop « fragile » au regard des attendus de la formation envisagée, il leur sera demandée de suivre une remise à niveau (sans en préciser les modalités ni les moyens débloqués par des universités déjà étranglées financièrement) ou bien se retrouveront sans affectation, espérant une hypothétique place dans une formation « proche » de leurs vœux. Derrière le prétexte d'une orientation améliorée des élèves, on accentue des inégalités déjà criantes dans le système scolaire français.

Plutôt qu'augmenter les moyens, Sélectionner les étudiants

Cette mesure conduira automatiquement à multiplier les embûches pour les bacheliers technologiques et professionnels (les enfants de prolétaires pour la plupart) ainsi que tous ceux dont le dossier scolaire paraît peu « solide » et les exclure de fait de l'enseignement supérieur. L'argument principal du gouvernement pour justifier sa réforme, c'était l'échec du système APB (Admission Post-Bac), qui avait vu sa mécanique grippée par un nombre insuffisant de places dans l'enseignement supérieur (seulement 654 000 places vacantes pour 808 000 candidats). Mais plutôt que d'augmenter les moyens des universités, le gouvernement Macron a jugé bon de limiter le nombre d'élus à l'université en mettant en place la sélection. Bien entendu ce seront les enfants issus des classes populaires qui seront les dindons de la farce. Déjà qu'ils ne représentaient qu'une minorité des étudiants dans le supérieur, leur proportion risque de se réduire drastiquement, réservant l'accès aux études universitaires aux seuls enfants de la bourgeoisie et

de la petite bourgeoisie. Comble du cynisme, le gouvernement a annoncé la création de 3.000 services civiques d'étudiants « ambassadeurs » qui auront pour but de vanter les mérites de cette réforme auprès des lycéens...

La destruction du Baccalauréat La fin du 1er grade universitaire

Dans le même temps, et dans la même logique (réduction des dépenses d'éducation et sélection accrue par l'argent), le ministre Blanquer lançait une offensive tout azimut contre l'autre cible préférée des « réformateurs », le baccalauréat, présenté comme un vestige archaïque. En se cachant derrière son coût « faramineux », le nombre trop important d'épreuves et son inefficacité (trop de reçus !), ces détracteurs cherchent à faire exploser le cadrage national des diplômes, à développer des BAC « locaux » (en adéquation avec les besoins locaux des entreprises) qui ne feront qu'accroître la concurrence entre les établissements scolaires et les universités. Sous prétexte de permettre à l'élève de choisir son parcours (valorisant une pseudo-liberté de choix) c'est la compétition à tous les étages qui s'imposera.

L'une des pistes les plus sérieuses pour la réforme à venir est la suppression des filières S/ES/L et son remplacement par un lycée « à la carte » ou « modulaire » où l'élève aurait la liberté du choix des matières à étudier. Un tel système existe déjà au Royaume-Uni et a clairement montré ses limites. Une étude récente(1) montre que les choix effectués par les élèves sont déterminés voire conditionnés par les critères sociaux. Ainsi les élèves les plus favorisés étudient dans les meilleurs établissements des matières scientifiques et prennent le maximum d'options, tandis que les élèves issus des milieux ouvriers, sans connaissance du système scolaire et avec un faible accès à la culture, se retrouvent dans des établissements mal cotés à étudier des matières plus techniques ou artistiques. L'origine de classe continue donc à marquer le choix des enseignements et le système scolaire poursuit sa reproduction des inégalités. Un tel dispositif étendu à la France conduirait à des résultats similaires.

Adapter l'Education Aux besoins du capital

La logique fondamentale de ces réformes est de réduire les dépenses d'éducation, jugées « improductives », de mettre l'ensemble du système éducatif au seul service des intérêts des entreprises. En effet, dans le système capitaliste, l'université a pour fonction première de fournir au système des travailleurs qualifiés et « biberonnés » à l'idéologie bourgeoise. Le coût de la formation du futur travailleur étant supporté par l'étudiant lui-même ou par les impôts (le patron économise donc sa formation). Dans la logique capitaliste, l'université n'est pas un lieu de création et de transmission de savoirs, permettant l'émancipation intellectuelle et le développement de l'esprit critique. Au contraire, c'est antichambre des entreprises, avec des formations le plus possible professionnalisantes, « rentables » et adaptées aux besoins des capitalistes.

Progressivement les acquis des luttes qui avaient permis une « démocratisation » modérée de l'enseignement supérieur sont démantelés pour laisser place à une sélection sans fard (qui existait dé-

jà auparavant mais qui était cachée ou plus subtile) pour accroître l'exploitation des travailleurs (toujours plus spécialisés et donc toujours plus jetable !), avec pour corollaire la dégradation des services publics. L'application de ces réformes rendra encore plus difficile la possibilité pour les syndicats de contester les régressions imposées par le capital d'autant plus que le gouvernement a annoncé sa volonté de mettre fin au FSDIE(2) qui finance largement les activités syndicales et associatives des universités. Pour l'instant, les résistances ne sont pas à la hauteur des attaques malgré le fait qu'un certain nombre de conditions objectives (augmentation de la précarité, dégradation des conditions d'étude, coupes dans les budgets...) sont pourtant réunies pour que se déclenche un mouvement d'ampleur dans les universités.

Néanmoins la riposte commence à s'organiser avec la tenue d'une journée nationale de grève le jeudi 1 février à l'appel des organisations syndicales des personnels de l'éducation, des lycéens et des étudiants. Des manifestations et des rassemblements ont été organisés le mardi 6 février un peu partout en France. Des assemblées géné-

rales ont été organisées dans de nombreux établissements scolaires pour informer sur la gravité de la situation. Des blocages de faculté ont commencé comme à l'université Jean Jaurès de Toulouse ou à Rennes 2. Les communistes ont comme tâche de participer au développement de ces luttes, dans leurs lycées ou leurs facultés en mobilisant pour les manifestations, organisant la lutte des étudiants par le biais des organisations syndicales et des assemblées générales.

La contribution, même modeste, des ML dans les facultés doit être au renforcement des syndicats étudiants de lutte (et non les corporations ou syndicats réformistes), de militer pour la défense des intérêts des étudiants issus des classes populaires, de défendre la revendication d'une université publique et gratuite pour tous et surtout de travailler à l'union avec les travailleurs qui luttent au quotidien contre ce gouvernement de choc à la solde du capital.

(1) Le lycée modulaire : une alternative aux « séries » du lycée français ? Note du secteur Lycées du SNES-FSU, Décembre 2017.

(2) fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes

Contactez la JCML
jcml.nationale@yahoo.fr



COLONIALISME FRANCAIS EN NOUVELLE CALEDONIE

SOUTENONS LES REVENDICATIONS KANAKS

A l'automne 2018, un référendum doit se tenir en Kanaky/Nouvelle-Calédonie sur la question de l'indépendance. A cette occasion, revenons sur les enjeux et les perspectives liées à ce référendum. Ce référendum est l'un des jalons des accords de Matignon (1988) et Nouméa (1998) qui ont été obtenus par les luttes du peuple Kanak pendant les années 1980. Pour le ROCML, la ligne juste est claire sur les questions coloniales (voir les n° précédents). La situation en Kanaky ne déroge pas à cette ligne.

Un peu d'histoire

Depuis le début de la colonisation française en Kanaky (fin du XIX^{ème} siècle), la violence a toujours été la norme de la part de la France. La colonisation s'est, là-bas aussi, distinguée par un régime pendant longtemps proche de l'apartheid. D'abord par la mise en place d'un code de l'indigénat et l'instauration de "réserves" dans lesquelles étaient confinés les Kanaks. Lors de révoltes, la réponse a toujours été la violence, qu'elle soit issue de l'armée française, des colons caldoches ou d'auxiliaires kanaks : assassinat du chef Ataï en 1878 (décapité, sa tête ramenée en France comme trophée ne sera finalement rendue à son clan qu'en 2014), embuscade et massacre de Hienghène (1984), Éloi Machoro (1985), militants de la grotte d'Ouvéa (1988), etc.

Le caractère colonial de la présence française est évident

L'économie, aujourd'hui encore, est essentiellement gérée par quelques familles caldoches qui se partagent aussi l'essentiel du pouvoir politique local. C'est une situation assez analogue à celle des békés en Guadeloupe où des colons d'origine européenne et d'idéologie profondément réactionnaire et raciste dirigent la colonisation politique et le pillage économique de l'île avec l'appui de la police et de la gendarmerie envoyés par la métropole. Les zones habitées majoritairement par des Kanaks sont bien moins pourvues en infrastructures (routes, hôpitaux, écoles), les emplois les plus précaires et les moins qualifiés sont occupés principalement par des Kanaks. Le mépris colonial de la France envers les colonisés pourrait être illustré par de très nombreux autres indicateurs et exemples (espérance de vie, accès aux études, etc.).

Le mouvement indépendantiste Kanak

Depuis plusieurs années, le combat indépendantiste là-bas est mené par différentes organisations. Aucune d'entre elles n'est véritablement communiste. Nous déplorons l'absence d'organisations communistes en Kanaky, pour nous seule une révolution socialiste sous la direction d'une avant-garde guidée par le marxisme-léninisme libèrera totalement le peuple kanak. Il appartient aux communistes présents en Kanaky de construire cette organisation !

De façon synthétique, les principales revendications

de ces organisations kanaks sont les suivantes :

- Rupture avec les rapports de domination coloniaux.
- Réappropriation de l'exploitation des ressources naturelles (notamment les mines de nickel et de cobalt) par les populations de l'île.
- Respect de l'identité et de la culture kanak, des populations locales et de l'environnement.

Ce ne sont pas des revendications communistes mais des revendications de libération nationale. Elles sont justes et doivent être soutenues par les communistes.

Dans tous les cas, la lutte pour l'indépendance doit s'intensifier

En cas de victoire de la décision d'indépendance, il faudra la mettre en œuvre politiquement et combattre la droite coloniale selon les moyens qui seront les plus appropriés au vu de la situation concrète. Cette droite coloniale cherchera par tous les moyens à sa disposition à bloquer, retarder, décrédibiliser la réalisation de cette décolonisation.

En cas de défaite, il faudra maintenir la flamme de cette lutte pour l'indépendance, mobiliser davantage le peuple kanak en vue des référendums suivants prévus par l'accord de Nouméa, accentuer cette lutte au niveau politique et économique indépendamment de toute échéance électorale, dénoncer sans relâche tous les aspects de la colonisation, lutter politiquement contre les idées réactionnaires de la bourgeoisie coloniale qui ne manquerait pas de prétendre que la "démocratie" aurait tranché cette question et que cette revendication n'aurait plus lieu d'être.

Quel que soit le résultat électoral, la lutte juste du peuple kanak sera très loin d'être terminée. Elle devra même s'intensifier ! Et les communistes seront à leurs côtés !

Soutien total à la lutte indépendantiste du peuple Kanak !

Soutien à tous les peuples colonisés !

Soutien à tous ceux qui luttent contre l'impérialisme !





LA PRESENCE PESANTE DE LA FRANCE AU SAHEL

Depuis l'intervention militaire française au Mali en 2013, pas moins de 4000 soldats français sont déployés dans la zone du Sahel (opération « Barkhane »). Ce déploiement de forces considérables, du jamais-vu depuis 1960 (il y a plus de soldats français en 2017 au Sahel qu'au moment des « indépendances »), ne suscite guère en France la réprobation ni même le moindre questionnement.

C'est comme si cela allait de soi que l'ancienne métropole coloniale continue de faire la « loi » dans cette région du monde. Toute critique est balayée par la propagande gouvernementale qui présente ce déploiement comme une réponse au développement du terrorisme et à l'incapacité des États locaux à assurer leur sécurité face à la montée en puissance des groupes djihadistes.

Pourtant la présence française dans cette partie du monde répond à des enjeux militaires, économiques et stratégiques vitaux pour les groupes monopolistiques et l'impérialisme français. Preuve en est les nombreuses visites du président Macron dans la région : deux fois au Mali en début de mandat, une tournée africaine au mois de novembre, et au Niger le 22 et 23 décembre.

L'importance du Sahel pour l'impérialisme français

Le Sahel d'un point de vue géographique est la bande de territoires, de l'Atlantique à la mer Rouge, qui marque la transition entre le Sahara aride au nord et les territoires plus arrosés au sud. La particularité de cet espace est qu'il a été largement dominé depuis le XIXe siècle par la France. La quasi-totalité des États de cette région sont d'anciennes colonies françaises : Sénégal, Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Niger, Tchad...etc. Ils ont tous connu un processus d'indépendance téléguilé par la France dans les années 1960 et sont restés, peu ou prou, dans l'orbite des groupes monopolistiques français jusqu'à nos jours. Les régimes en

place (souvent autoritaires et corrompus) sont à la solde de la France et l'armée française y maintient une solide présence, jouant le rôle d'arbitre ou de « faiseur de rois » dans les luttes politiques locales.

Cette mainmise sur la région s'explique en partie par les potentialités économiques de la région (1), notamment la richesse de son sous-sol qui excite les convoitises : or du Mali (troisième producteur mondial), uranium du Niger, fer et pétrole de Mauritanie... etc. L'uranium est sans doute le minerai qui suscite le plus d'intérêt pour la France car vital pour l'alimentation d'un des plus grands parcs nucléaires du monde. Le groupe Areva dispose d'énormes mines au Niger (deuxième producteur mondial) dont l'exploitation (ou le pillage) profite bien peu à la population

locale. Le sous-sol du Niger est un des plus riches du monde mais seulement 1/10e de la population a accès à l'électricité dans un des pays les plus pauvres du monde où la famine sévit encore ! En effet Areva ne paye qu'un prix dérisoire à l'État nigérien. L'indépendance énergétique de la France et le succès de son industrie nucléaire reposent donc sur le pillage du Sahel. D'énormes richesses sont encore non-exploitées notamment au Nord-Mali qui représenterait potentiellement un nouvel « eldorado » pour les groupes miniers ou pour Total. La France ne peut donc pas laisser filer une telle opportunité pour ses monopoles et se retirer d'une zone essentielle pour sa sécurité énergétique et dans l'accès aux matières premières.

Le chiffon rouge du terrorisme pour mieux justifier la présence militaire française

Depuis plusieurs décennies désormais, des groupes fondamentalistes islamistes pullulent dans la zone sahéenne profitant de la porosité des frontières, de l'immensité de la zone et de l'incapacité des armées locales à les combattre efficacement. Ces organisations, la plupart issues de la guerre civile algérienne, vivent de la contrebande, du trafic et des rançons versées par les entreprises et pays étrangers pour la libération de leurs ressortissants enlevés.

Leur développement ne doit rien au hasard. Il est principalement le résultat de plusieurs décennies de pénétration de l'idéologie wahhabite en provenance de l'Arabie Saoudite (2). Cette dernière a solidement implanté dans la région son idéologie rétrograde et obscurantiste à grands renforts de dollars, mosquées, prédicateurs et bourses d'études. Aujourd'hui les groupes terroristes qui sévissent au Mali, au Niger, au Tchad, au Burkina Faso bénéficient d'un environnement favorable. Le conservatisme religieux s'est banalisé par des décennies d'une insidieuse pénétration doctrinaire. Ces organisations attirent aussi à elles une partie de la jeunesse désenchantée issue de communautés appauvries et marginalisées (Touareg, Peuls...).

Un « coup de pouce » fut donné par la France grâce à son intervention en Libye en 2011. L'intervention militaire française et de l'OTAN a non seulement plongé un pays dans l'anarchie et le chaos, mais a entraîné la dispersion de l'arsenal de Kadhafi dans toute la région du Sahel. En particulier, la chute de Kadhafi a provoqué le départ 'avec armes et bagages' de mercenaires et militaires d'origine touareg qui étaient intégrés dans l'armée libyenne, vers leurs pays d'origine :

« Les services de renseignements présents sur place ont pu constater une augmentation du nombre de pick-up et de camions chargés d'armement partant de Libye à destination des pays voisins et au-delà (3). »

Désormais armés jusqu'aux dents, des groupes islamistes (Ansar Dine, AQMI (4)), alliés de façon circonstancielle avec les groupes touaregs, ont pu lancer une offensive éclair en 2012 sur le Nord-Mali et s'en emparer. C'est le point de départ de l'intervention française au Mali en 2013 pour soi-disant sauver le pays du danger terroriste. En réalité le gouvernement français a volontairement privé le pays de tout moyen de se défendre en lui imposant un embargo militaire suite au coup d'État (21 mars 2012) intervenu en réaction à la déconfiture de l'armée malienne face aux forces djihadistes et aux rebelles touaregs. Le Président Hollande pouvait donc se donner le beau rôle et passer pour un preux chevalier partant au secours du « pauvre » Mali sans défense. L'opération « Serval » (Janvier 2013) permit à l'armée française d'occuper l'ensemble du Nord du Mali. C'est toujours dans le cadre de la lutte contre le terrorisme que la France a justifié ses opérations militaires dans les pays voisins (opération « Barkhane » à partir de 2014), embrasant du

même coup l'ensemble du Sahel et permettant aux groupes djihadistes de s'implanter et de frapper là où ils étaient encore absents il y a à peine quelques années (comme au Burkina-Faso).

La guerre contre le terrorisme, comme les USA l'avaient fait auparavant au sujet de leurs invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, n'est donc qu'un alibi pour justifier des interventions militaires qui servent d'autres intérêts que celles de la sécurité des peuples.

Le G5 sahéien ou la reconstitution d'une armée supplétive pour servir les intérêts des monopoles français

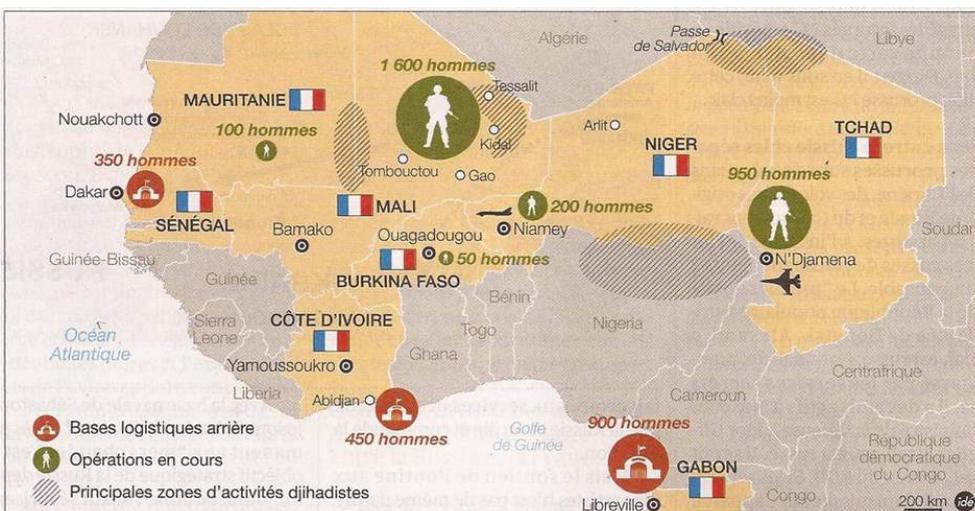
Le G5 sahéien, qui regroupe la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Burkina-Faso et le Tchad, a été créé en 2014 pour mettre en place une coopération régionale dans la lutte contre les groupes terroristes. Cependant il est resté lettre morte jusqu'en 2017.

Ne voulant pas être enlisé dans une lutte sans fin, la France cherche à faire supporter le fardeau de la guerre par les États sahéiens afin que ce soient des troupes « auxiliaires », comme les tirailleurs de l'ancien temps, qui versent leur sang pour le compte des groupes monopolistiques français. C'est dans ce sens que Macron et Jean-Yves le Drian (ministre des affaires étrangères et ancien ministre des armées sous Hollande) multiplient les initiatives diplomatiques et déplacements en Afrique pour mettre sur pied une force armée africaine mixte de 5000 hommes qui remplacerait à terme les forces françaises déployées dans la zone.

Cependant aucun de ces cinq États (hormis le Tchad) ne dispose des moyens pour entraîner, armer et maintenir des troupes dans la zone sahéienne. Comment le pourraient-ils alors qu'ils sont sous tutelle internationale, étranglés par les dettes ou les programmes de rigueur du FMI et de la Banque mondiale ? Le budget estimé est de 400 millions d'euros, un montant pharamineux pour des pays parmi les plus pauvres du monde.

Ainsi ces pays sont contraints d'augmenter leurs dépenses militaires au détriment des secteurs sociaux afin de répondre à un défi sécuritaire largement provoqué par les agissements de l'impérialisme français. Mais l'ironie ne s'arrête pas là. Pour financer cette force supplétive la France est allée chercher des fonds auprès de l'Arabie Saoudite qui va fournir 100 millions d'euros (5). C'est donc un des quartiers généraux du terrorisme international et de l'islam fondamentaliste qui va aider à la lutte anti-terroriste !

Plus que jamais il revient aux militants communistes de dénoncer la présence militaire française en Afrique et d'exiger le retrait des bases et des soldats français. Cette présence semble de plus en plus insupportable pour les peuples d'Afrique qui ne sont pas dupes sur les réelles motivations de la présence française. Les manifestations populaires contre la venue de Macron au Burkina Faso témoignent que la lutte anti-impérialiste est encore vivace.



1. Voir le chapitre 3 du dossier Survie « Les zones d'ombre de l'intervention française au Mali » : https://survie.org/pays/mali/article/les-zones-d-ombres-de-l-wahhabisme-saoudien-en-afrique-de-lovest_b_18753592.html
2. http://www.huffpostmaghreb.com/laurenceaada-ammour/le-wahhabisme-saoudien-en-afrique-de-lovest_b_18753592.html
3. Assemblée Nationale, Rapport d'information sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahéenne, 6 mars 2012.
4. Al-Qaïda au Maghreb islamique
5. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/13/sommet-a-paris-pour-acceler-le-deploiement-de-la-force-g5-sahel_5229006_3212.html

ASIE PACIFIQUE

Plus la crise du système capitaliste mondial s'approfondit,

Plus la menace de guerres de rapine impérialistes se profile

Ces derniers temps, le duel mis en scène par les présidents respectifs des USA et de la République Populaire Démocratique de Corée (désignée couramment comme Corée du Nord, par différence avec la République de Corée ou Corée du Sud) attire l'attention des médias. Il ne s'agit pas simplement d'un conflit géopolitique bipolaire. Le contexte sous-jacent est celui d'une région - l'Asie du Sud-Est - composée d'une part de pays soumis à la domination impérialiste (certains étant passés durant la période des années 1940-1970 du statut de colonies à celui de pays indépendants), et d'autre part de grandes puissances impérialistes voisines. Quant aux USA, ils se sont imposés, au cours du démantèlement des empires coloniaux, comme force lointaine mais prépondérante.

En 1967 a été constituée une organisation, l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ANSEA, ou ASEAN en anglais), qui suite à des adhésions successives rassemble dix pays: Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt Nam. La région inclut en outre la Papouasie Nouvelle-Guinée. Cet état, indépendant depuis 1975, réunit la partie orientale de la Nouvelle-Guinée et un groupe d'îles formant l'archipel de Bismarck ainsi que les îles Salomon. La partie occidentale de la Nouvelle-Guinée appartient à l'Indonésie. Au-delà, l'Asie orientale comprend aussi la Corée (du Nord et du Sud). Quant à Taiwan, l'île a été déclarée indépendante en 1949, mais la Chine la considère toujours comme une province de son propre territoire.

Des facteurs d'une géopolitique "à failles tectoniques"

La constellation des alliances, dans le passé déjà, a traversé des turbulences, notamment avec la modification des régimes en Russie et en Chine et les répercussions sur le Cambodge et le Viêt Nam. Depuis récemment, de nouveau s'opèrent des réévaluations et des ajustements (1).

L'influence des USA dans la région s'appuie notamment sur une alliance militaire avec le Japon et la Corée du Sud. Les USA avaient pris soin d'engager, dès 1977, des relations étroites avec l'ANSEA. À partir des années 1990 la coopération s'est fortement renforcée à travers des programmes économiques centrés sur le commerce et l'investissement. En 2013 a été lancé un projet quinquennal dénommé "Connectivité ANSEA à travers le commerce et l'investissement" (ACTI).

En 2006 avait été mis en œuvre un "Accord de partenariat stratégique et économique transpacifique" (TPSEP) comprenant Singapour, Nouvelle Zé-

lande, Brunei, Chili. En 2008 le gouvernement US entame des négociations en vue d'une participation; d'autres pays font de même: Pérou, Australie, Viêt Nam, Malaisie, Mexique, Canada; en 2013 c'est le tour au Japon. En 2015 est signé le "Partenariat transpacifique" (TPP) réunissant alors les 12 pays mentionnés. Or Donald Trump, en assumant la présidence, retire les USA de cet accord. Cependant, les 11 autres pays, y compris le Japon qui était le seul pays à avoir ratifié formellement l'accord, persistent dans la démarche multilatérale et élaborent une nouvelle version du document, désigné comme "Accord pour un partenariat transpacifique complet et progressiste" (dit TPP-11).

Chine, USA: un face à face à travers les océans

La **Chine** constitue la principale puissance faisant face aux USA dans cette zone. Divers signes montrent que les autres pays de la région s'adaptent à la modification des rapports de forces économiques. Certains, comme le Laos, la Birmanie, le Cambodge, reçoivent volontiers les financements chinois, se tournent vers les circuits commerciaux avec la Chine, et agissent à de degrés divers comme relais des intérêts stratégiques locaux de la Chine. Même la Thaïlande, pourtant de longue date étroitement liée aux USA, intègre des projets d'infrastructure à l'initiative de la Chine. Et les Philippines, autre proche allié des USA, tendent à prendre des positions conciliatrices. Ainsi le président Rodrigo Duterte, en 2017, lorsque le tour lui revenait d'assumer la présidence de l'ANSEA, s'abstenait de suivre une ligne critique au sujet des revendications territoriales de la Chine concernant la Mer de Chine septentrionale.

Le Cambodge en particulier a fait le choix de se lier à la Chine (2). Pourtant, autrefois, la Chine et les USA s'étaient tous les deux opposés au gouvernement instauré au Cambodge en 1985 avec le soutien du Viêt Nam. Le premier ministre nommé à l'époque, Hun Sen, est resté en fonction jusqu'à maintenant, mais entretemps, en 1996, la Chine a inversé son attitude. En août 2016, le Premier ministre adjoint Hor Namhong affirme que le développement du Cambodge « ne peut pas être dissocié » de l'aide chinoise. Ces relations économiques impliquent autant les compagnies d'état chinoises que les firmes chinoises à profil bas, de propriété familiale.

Du côté des **USA**, un thème de discussion répandu est celui d'éventuelles sanctions à l'égard de la Chine. Mais déjà l'expérience à cet égard concernant la Russie indique que le procédé n'obtient pas forcément l'objectif visé. En outre, en ce qui concerne la Chine, le contexte n'est pas équivalent. Le niveau d'interdépendance des économies respectives entre la Chine et les USA est élevé, l'économie chinoise est fortement diversifiée, et une coalition internationale contre la Chine serait difficile à mettre en place.

Quant au **Japon**, la Chine est la destination principale dans la région pour les investissements extérieurs de ce pays. Cependant le Japon tient compte des facteurs économiques négatifs qui se profilent, et tend à réorienter les investissements plutôt vers l'ANSEA. En outre il est préoccupé par les litiges territoriaux en Mer de Chine qui opposent la Chine aux Philippines et au Viêt Nam au sujet des Iles Paracels et Spratly. Le Japon n'a pas de littoral avec la Mer de Chine septentrionale, mais une partie importante de ses voies de commerce passe par les zones disputées.

La **Grande-Bretagne** a engagé à partir de 2016 un renforcement de sa coopération militaire avec le Japon (3). En janvier de cette année, à l'occasion d'une visite au Japon, le Secrétaire à la Défense Michael Fallon a déclaré: « Le Japon est notre partenaire le plus proche en matière de sécurité en Asie et je souhaite approfondir de manière significative la coopération de défense entre nos deux nations. » La Grande-Bretagne envisage aussi de se joindre au TPP-11 mentionné plus haut, dans le cadre duquel le Japon occupe une place importante. Cette décision est entre autre motivée par la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Notes

1. Au sujet de l'accentuation des tensions dans la région, à lire l'article "Menaces impérialistes en Corée du Nord", dans le numéro de novembre 2017 de *La Voix des Communistes*.
2. <https://thediplomat.com/2016/09/how-china-came-to-dominate-cambodia/>
3. <https://thediplomat.com/2016/01/great-britain-and-japan-to-deepen-defense-cooperation/>
<https://thediplomat.com/2018/01/the-british-are-coming-to-asia/>
4. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/mv94_uk_russias_asia_strategy.pdf
5. <http://www.scmp.com/week-asia/geopolitics/article/2100228/chinese-russian-far-east-geopolitical-time-bomb>

Depuis 2014 les relations de la Russie avec la Chine se sont développées (4). Sans avoir la nature d'une alliance au sens plein du terme, il s'agit d'une entente marquée par des affinités et une compréhension mutuelles. La Chine bénéficie d'un accès élargi au secteur de l'énergie en Russie de même qu'à la technologie militaire russe, ainsi que d'opportunités plus nombreuses pour l'utilisation des territoires russes. De son côté la Chine accorde des crédits aux compagnies d'énergie russes, elle continue à être un client majeur pour l'industrie militaire russe, elle aide la Russie à étendre et moderniser ses infrastructures, et partage certaines technologies avec elle. Les deux pays continuent à coordonner - mais pas trop étroitement - leurs politiques étrangères sur des enjeux globaux importants, y compris au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU.

La **Russie** s'étend de l'Europe jusqu'en Asie de l'Est, à l'Océan Pacifique. La partie la plus à l'est constitue le District fédéral d'Extrême-Orient. Pour le développement économique de cette région, la Russie a progressivement impulsé le recours à des investissements en provenance de la Chine (5). Sont concernés entre autre l'extraction du pétrole et du cuivre. En outre des centaines de milliers d'hec-

tares de terrains sont loués à des agriculteurs chinois; c'est le cas aussi dans les territoires à l'est du Lac Baïkal, situés dans le district de Sibérie. Dans cette dernière région, la quasi-totalité des forêts proches de la frontière septentrionale sont louées à la Chine à des fins d'exploitation du bois.

Néanmoins, la Russie reste liée aussi au Japon. Certes, le Japon s'est associé aux sanctions envers la Russie, imposées par les USA, mais il est aussi préoccupé par l'éventualité d'un désengagement de ces derniers à son égard. Ainsi dans ses rapports avec la Russie, il s'efforce à contrebalancer le poids croissant de la Chine.

Compte tenu de toutes ces sources de conflit engendrées fatalement par le caractère du système impérialiste capitaliste dans lequel est placée la région, on se tromperait lourdement en considérant comme menace simplement l'hostilité réciproque dont font preuve Donald Trump et Kim Jong-Un.

Un complément à cet article est disponible sur le site Internet du ROCML:

"Quelques données de statistiques économiques concernant l'Asie du Sud-Est"

Sur le site ROCML.ORG/



SUR LA PALESTINE :**POUR UNE PALESTINE LIBRE ET DEMOCRATIQUE**

Le 6 décembre dernier, les États-Unis ont reconnu, unilatéralement et sans concertation avec aucun de leurs alliés occidentaux, Jérusalem comme étant la capitale officielle de l'État d'Israël en lieu et place de Tel Aviv. Le premier acte de cette reconnaissance par les États-Unis a été le transfert, annoncé par le président Trump, de leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem.

Cet acte diplomatique démontre un soutien fort et réaffirmé de l'impérialisme US à son allié sioniste d'Israël dans sa politique d'occupation et de colonisation de la Palestine.

Cette annonce non prévue a suscité une certaine réprobation sur la scène internationale, y compris de la part des alliés traditionnels des États-Unis. Le président de l'Autorité palestinienne a même employé l'expression de « claque du siècle » sans parler des menaces d'intifada du Hamas. La France en la personne du président Macron a qualifié cet acte de regrettable et mettant en cause la paix dans la région.

Pendant si la France « regrette », elle ne condamne pas cette décision de Donald Trump pour la simple et bonne raison qu'elle va dans le sens de ce qu'est la politique de la France au sujet de la Palestine depuis de longues années. En effet l'État sioniste d'Israël est le meilleur allié de l'impérialisme américain et européen au Moyen-Orient, et le bras armé de la réaction dans la région. En France, les tergiversations au sujet du conflit israélo-palestinien prônent depuis des décennies la solution des deux États, un palestinien mais surtout un israélien ayant pour capitale commune Jérusalem. Ce statut quo apparent est tout sauf une solution. Si pour certaines organisations palestiniennes l'idée des deux États est acceptable, c'est comme point de départ à la revendication de la Palestine et non comme résultat final. En prônant pareille solution, la France se place de manière résolue comme l'allié de l'État sioniste d'Israël dans sa politique impérialiste de colonisation de la Palestine.

Les communistes et progressistes en France et dans le monde se doivent d'être solidaires avec le peuple palestinien et sa juste lutte de libération contre l'oppression israélienne et pour la constitution d'un seul état palestinien. Cet État unique reconnaissant juifs et arabes comme les citoyens égaux d'un État de Palestine laïque et indépendant est la seule solution juste au conflit tel qu'il se pose depuis la création de l'état d'Israël en 1948. Bien sûr un grand nombre des organisations participant à ce combat en Palestine sont loin d'être politiquement progressistes et révolutionnaires, les communistes doivent travailler avec les organisations les plus avancées et révolutionnaires de Palestine et dénoncer celles qui trahissent les intérêts du peuple palestinien, que ce soit en cherchant le compromis avec les puissances impérialistes occidentales ou encore en servant les intérêts d'autres états impérialistes de la région.

La lutte des communistes marxistes-léninistes contre l'impérialisme sioniste en Palestine doit non seulement dénoncer l'occupation israélienne des territoires palestiniens et les exactions menées par les colons et l'armée israélienne, mais aussi la politique de soutien de la France à Israël dans sa politique impérialiste.

Les manœuvres de la bourgeoisie française de tous bords politiques confondus qui visent à mettre sur le même plan, d'une part la lutte du peuple palestinien ainsi que le soutien solidaire des progressistes français unis contre l'impérialisme sioniste, et d'autre part l'antisémitisme, n'ont aucun fondement sérieux si ce n'est qu'elles permettent de jeter l'opprobre sur le mouvement et ses partisans en les assimilant à de vulgaires antisémites. Manuel Valls lui-même lorsqu'il était encore premier ministre avait affirmé que « l'antisionisme c'est de l'antisémitisme et il doit être combattu au même titre que la haine raciste ». Ce genre de sortie cherche à discréditer le soutien fraternel des révolutionnaires français au mouvement de libération de la Palestine et à effrayer les grandes masses qui ne connaissent ce conflit que par les médias bourgeois.

Mais si la « haine raciste » est dans un camp, c'est bien celui de l'impérialisme israélien en Palestine, qui bombarde, torture, exproprie, isole, des millions de palestiniens, qui impose un embargo inhumain à la bande de Gaza qui va jusqu'à interdire l'importation de ciment pour reconstruire les maisons détruites par les bombardements israéliens. La haine est dans le camp des occidentaux, français et américains en tête, qui cautionnent, encouragent et soutiennent activement ces actes depuis la création de l'État sioniste en 1948. La détention sur le sol français du militant du FPLP George Abdallah depuis 33 ans comme prisonnier politique taxé de « terroriste » est une preuve de plus que la France est aujourd'hui comme hier un fidèle soutien d'Israël contre la Palestine. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État hébreux par les États-Unis de Trump n'est qu'un pas de plus de la politique pro-sioniste et mortifère menée depuis la création d'Israël. Les libéraux et démocrates de tous horizons ont beau s'indigner en paroles, si la forme leur déplaît, le fond politique de la chose va dans leur sens et de ce fait leur convient parfaitement.

Face à cela les communistes et progressistes de France réaffirment leur pleine et entière solidarité avec la lutte héroïque du peuple palestinien et dénoncent les manœuvres réactionnaires de l'impérialisme et du sionisme en Palestine.

**Vive la lutte de libération nationale
du peuple palestinien !
Contre l'impérialisme et le sionisme en Palestine !
Pour la Palestine libre et démocratique !**

POUR UNE SYRIE LIBRE, CONFEDERALE ET DEMOCRATIQUE !

Depuis près d'un demi-siècle, le monde traverse une crise économique de surproduction qui engendre des contradictions nouvelles de plus en plus aiguës entre les puissances prépondérantes, ainsi que celles qui sont de moindre envergure mais néanmoins actives.

Les causes de cette surproduction ne sont pas l'objet de cet article, mais toutes reposent sur un développement général anarchique et inégal des forces productives des pays les plus développés dont le but est le profit le plus massif possible pour leurs monopoles nationaux. Ce but engendre naturellement la politique expansionniste de ces pays. Les formes de cette politique expansionniste, qu'elles soient agressives, armées, ou pacifiques ne changent rien à leur contenu.

Tous les conflits politiques et militaires en cours et ceux à venir sont déterminés par cette nécessité de repartage du monde qui anime chaque État capitaliste impérialiste dans ses propres intérêts, c'est-à-dire dans les intérêts des classes et de couches sociales qui profitent directement ou indirectement des performances de leur politique nationale et internationale.

La stratégie et la tactique des principales puissances impérialistes (vieux États impérialistes comme les USA et les pays européens), mais aussi maintenant des nouveaux qui furent des États socialistes comme l'URSS, (et d'autres qui, comme la Chine se drapent encore dans le drapeau rouge), n'ont pas d'autre but que de dominer les parties les plus larges possibles de la planète afin de réaliser la plus grande masse de profits possible et de s'opposer aux intérêts de leurs rivaux. Aux appétits de ces grandes puissances impérialistes s'ajoutent ceux des puissances régionales qui visent à développer leurs propres intérêts.

Les références idéologiques agitées par les protagonistes du repartage actuel de la planète (démocratie, liberté, droits de l'homme, souveraineté des États, légalité internationale) n'ont aucune valeur politique ou morale réelle.

Ces références relèvent de la propagande. Qui ne comprend pas cette réalité ne peut pas comprendre les événements qui surgissent et se développent aujourd'hui dans le monde.

Dans le mouvement qui se réclame du communisme et de l'anti-impérialisme, des organisations ou des militants ne reconnaissent pas cette analyse et se cramponnent à des schémas hérités de l'époque où le monde était partagé en deux : d'un côté l'impérialisme (les USA, les pays capitalistes-impérialistes du vieux continent dont le nôtre, la France, et le Japon en Asie), et de l'autre, le camp socialiste avec l'URSS à sa tête, rejointe par la Chine Populaire, allié aux mouvements de libération nationale et aux pays issus des victoires des luttes anticoloniales ayant conquis leur indépendance politique en tant qu'États. Ces organisations et ces militants ne regardent qu'avec un seul œil, tourné vers le passé. Mais ils se cachent l'autre, pour regarder le présent.

Qu'ils le veuillent ou pas, le monde actuel - qu'il soit unipolaire ou multipolaire - est dominé par l'impérialisme, c'est-à-dire par les États dont la politique est fixée par les intérêts de leurs monopoles et de leur capital financier. Aucun de ces États ne peut, sans arrière-pensée dominatrice, apporter un soutien aux luttes des nations opprimées, aux peuples et au prolétariat mondial. Seuls les nations opprimées, les peuples et leurs prolétariats détiennent les clés de leur émancipation nationale et sociale. Dans leur combat émancipateur, ils ne peuvent qu'utiliser tactiquement les rivalités de leurs « amis » et de leurs adversaires circonstanciels.

LA SYRIE

La guerre en Syrie est l'illustration claire de cette analyse des contradictions du monde impérialiste actuel. La Syrie était devenue le point de cristallisation, dans cette partie du monde, d'un système de contradictions complexes, internationales, régionales et intérieures créant les conditions



d'une guerre d'un type « moderne », ou chaque acteur, extérieur ou interne, essaie de faire avancer ses pions.

Le premier facteur, extérieur, c'est la lutte économique et géopolitique des grandes puissances impérialistes pour conquérir ou conserver leur mainmise sur la région et en particulier sur la Syrie. Pourquoi la Syrie ? Parce qu'elle a des réserves importantes de gaz et de pétrole, mais aussi et surtout parce qu'elle s'ouvre à l'ouest sur le bassin méditerranéen, sur l'Afrique du Nord et l'Europe, et à l'est sur le Moyen Orient et au-delà, l'Asie. Qui contrôle politiquement la Syrie contrôle en même temps l'une des routes les plus courtes qui vont de la Chine en Europe. D'un point de vue militaire géostratégique, la façade méditerranéenne de la Syrie, aujourd'hui utilisée par la Russie avec l'accord du gouvernement de Bachar El Assad est l'enjeu des convoitises des USA, de l'État sioniste d'Israël et de la Turquie.

Le second facteur, lui aussi extérieur, concerne les moyennes puissances régionales qui jouent leur intérêt en se plaçant pour ou contre l'une des puissances impérialistes rivales (Russie ou USA), et pour ou contre le pouvoir politique de Damas, en intervenant directement en faveur de Bachar el Assad comme l'Iran (par l'intermédiaire du Hezbollah), ou contre, comme la Turquie d'Erdogan, en soutenant militairement et financièrement tels ou tels groupes terroristes islamistes qu'ils contrôlent sur le terrain. L'entrecroisement des objectifs stratégiques des puissances impérialistes étatsunienne et russe et ceux des moyennes puissances régionales donne au conflit syrien un cours contradictoire, aléatoire, qu'on ne peut réduire au schéma de l'agression des impérialismes US et européens contre l'État syrien soutenu par une Russie et un Iran « anti-impérialistes ».

Le troisième facteur est interne à l'État syrien : il est double. Il s'agit de la lutte des Kurdes pour leurs droits nationaux et de la lutte de tous les peuples de Syrie pour les libertés démocratiques, contre la pauvreté et toutes les formes de l'oppression.

Hors du panier de crabes où se mêlent les différents intervenants qui se déchirent, s'accordent ponctuellement avant de se déchirer de nouveau, le peuple kurde de Syrie, qui est une partie de la nation kurde, a réussi à mettre en avant la seule perspective permettant de conduire à une solution historique ayant pour but la paix, la démocratie, la concorde entre les peuples, et la mise en œuvre de rapports sociaux et politiques progressistes correspondant à la réalité de la société locale et régionale. Comme tous les peuples de Syrie, le peuple kurde subit la pauvreté économique créée par la crise de l'impérialisme mondial que la bourgeoisie compradore syrienne subit aussi, mais qu'elle traite en paupérisant la majorité du peuple. Cette paupérisation est partagée par tous les peuples de Syrie. Mais le peuple kurde de Syrie subit une autre oppression : l'oppression nationale. C'est pourquoi le peuple kurde est la force motrice de tous les peuples opprimés de Syrie.

ROJAVA, CIBLE COMMUNE DE TOUTES LES FORCES REACTIONNAIRES EN SYRIE.

Pour déstabiliser la Syrie dans le but d'intervenir militairement pour avancer leurs pions, les USA, les impérialismes européens et leurs alliés turcs ont exploité des mouvements sociaux de mécontentement en y introduisant des gangs armés islamistes issus d'Al-Qaïda dont le plus puissant, l'Armée Islamique du Levant, qui deviendra Daech, réussit à s'emparer de larges territoires de la Syrie et de l'Irak et à créer l'État Islamique.

L'armée syrienne battue sur le terrain, la Russie a dû voler au secours de Bachar el Assad, le garant de ses intérêts en Syrie, en l'aidant à reconquérir les plus grandes villes, en commençant par Damas, et en remontant progressivement vers le nord et l'est du pays.

C'est dans cette partie de la Syrie du Nord soumise à l'occupation fasciste de Daech que le peuple kurde puissamment politisé et organisé mais faiblement armé, va lancer la lutte armée contre Daech. Cette lutte, à laquelle se joindront d'autres ethnies et composantes religieuses aboutira à la libération héroïque de KOBANE.

C'est dans le cours des combats acharnés dans KOBANE que les Américains vont trouver le prétexte d'intervenir militairement sur le terrain en apportant un soutien matériel aux combattants kurdes, à seule fin de s'introduire comme une force active dans le déroulement de la guerre et, si possible, dans son règlement politique.

Les dirigeants politiques kurdes ne sont pas des supplétifs de l'armée US. Ils n'ont jamais été dupes des intentions de l'administration américaine. Ils ont toujours su que l'aide militaire des USA est circonstancielle, qu'elle est dictée par leurs intérêts géostratégiques impérialistes propres et n'a rien à voir avec les buts politiques du peuple kurde et des autres peuples de la région. Ils savent que cette aide s'arrêtera quand les USA jugeront qu'elle est contraire à leurs intérêts.

De même, ils n'ont aucune illusion sur les promesses des Russes de les associer au règlement politique général du conflit. Ils savent que Moscou ne s'opposera pas à Bachar et à Erdogan dans leur objectif de nier leurs droits nationaux et démocratiques.

LE TOURNANT

Sur le terrain, même s'il reste encore actif et utilisable tactiquement par les forces réactionnaires, Daech est battu et ne dispose plus que de poches résiduelles. Le nord-est de la Syrie depuis l'Euphrate jusqu'aux frontières de l'Irak et de la Turquie a été libéré par les FDS (Forces armées Démocratiques Syriennes) et des nouvelles structures politiques multiethniques et multiconfessionnelles ont démocratiquement été mises en place. Au nord-ouest de la Syrie, sur l'autre berge de l'Euphrate, deux régions ont été également libérées (Efrin et Manbij) et sont auto-administrées dans le cadre général de la Fédération Démocratique du Nord de la Syrie appelée aussi ROJAVA). Ces deux régions ont été séparées géographiquement suite à une première invasion de la Turquie sur le territoire syrien pour empêcher une continuité des régions à majorité kurde au nord de

la Syrie le long de la frontière turque. Erdogan n'a jamais caché sa volonté de s'emparer de tout le nord de la Syrie, le Kurdistan syrien. De son côté, Bachar el Assad a proclamé son intention de reconquérir ces régions.

Au sud et à l'ouest de l'Euphrate, l'État syrien a pratiquement rétabli son contrôle. Il s'efforce maintenant de reconquérir la région d'Idlib, au nord-ouest encore occupée par les groupes islamistes soutenus par la Turquie. La progression de l'armée syrienne n'est pas facile et prend du temps.

C'est ce moment qu'a choisi Erdogan pour mettre en action son

plan d'invasion des régions d'Efrin et de Manbij. Depuis le samedi 20 janvier 2018, les groupes islamistes et l'armée turque ont lancé une offensive terrestre et aérienne, après avoir reçu l'assurance que ni Moscou ni Washington ne s'y opposerait (aucun des deux n'ayant intérêt à se mettre à dos le régime turc). Malgré une menace verbale, Bachar el Assad ne lèvera pas le petit doigt, car il n'a ni amour particulier pour les Kurdes, ni les capacités militaires d'intervenir sans les Russes.

Voilà la situation actuelle (le 23 janvier 2018). Des combattant(e)s de la liberté, des civils femmes, enfants et vieillards sont sous les

balles, les obus et les bombes des chars et des avions de l'armée fasciste turque et de ses mercenaires d'Al-Qaida remaquillés en « Tahrir-Al-Sham », Al Nosra, ou « FSA ».

Pour mettre en échec cette agression, ROJAVA ne peut compter que sur le sacrifice de ses peuples, sur la solidarité des autres parties de la nation kurde, et sur le soutien de ses amis dans le monde.

Chaque organisation communiste, chaque communiste, toute femme et tout homme épris de progrès, de liberté et de paix, est mis devant ses responsabilités. Les « oui mais... » sont dépassés. C'est maintenant qu'il faut agir !

MOBILISATION GÉNÉRALE DES COMMUNISTES ET DES ANTI-IMPÉRIALISTES CONTRE L'ATTAQUE DE L'ÉTAT FASCISTE TURC CONTRE ROJAVA !

L'armée turque et ses mercenaires islamistes ont commencé à attaquer militairement avec des moyens lourds, le canton d'Efrin, à l'ouest de ROJAVA, depuis les zones qu'elle occupe, sur le territoire de la Syrie. Leur but immédiat est de conquérir ce canton. Et selon leur rêve conquérir celui de Manbij et ensuite, Kobané...

Les YPG et le PYD avec la « fédération démocratique de la Syrie du nord » ont montré la voie pour résoudre les conflits inter-ethniques et pour satisfaire les revendications nationales et démocratiques du peuple Kurde.

Aussi parce qu'elle représente une expérience inédite d'une lutte de libération nationale liée à une lutte démocratique sociale et inter-ethnique, ROJAVA et ses peuples n'ont que des ennemis déclarés ou masqués internationaux, régionaux et internes à la Syrie.

Les Kurdes, exclu de négocia-

tion de Genève et de Sotchi, ont avec la libération de Rakka et la création de la fédération nord de Syrie, contrecarré tous les plans impérialistes et des forces et états réactionnaires dans la région :

La Turquie en proie à des difficultés internes est la première à être touchée ; ses projets de domination régionale bouleversés, c'est un très « mauvais » exemple qui pourrait être suivi par les peuples de Turquie. Pour la Turquie une victoire militaire est nécessaire pour assurer une victoire politique.

Russie et USA, entretiennent des contacts avec les Kurdes, visant à les utiliser dans leurs projets impérialistes. Les différentes déclarations contradictoires des USA et la Russie sont liées à la situation sur le terrain. Comme l'expliquait un dirigeant Kurde Murat Karayilan : « *il n'y a aucune autre force qui peut remplacer les Kurdes... Si la Turquie peut*

bombarder Efrin impunément, la Russie a sa part de responsabilité. Quant aux USA ils adoptent un double visage pour essayer de gérer la situation. Les Kurdes d'EFRIN vont résister par leurs propres moyens comme à Kobané et grâce à la solidarité internationale ».

Le devoir des communistes et des anti-impérialistes est de soutenir ROJAVA contre tous ses ennemis.

Il ne faut pas attendre, parce que l'ennemi n'attend pas !

Le ROCML appelle tous les anti-impérialistes et les communistes à se regrouper pour mener ce combat aux côtés de leurs frères kurdes, arabes, assyriens, syriaques... et pour défendre l'avenir démocratique de la Syrie qui est déjà en œuvre dans le cadre de fédération démocratique du Nord de la Syrie.

ROCML le 19 janvier 2018

MANIFESTATION POUR LES KURDES DE SYRIE A PAU

La cellule de Pau du ROCML a participé à un rassemblement pour les Kurdes mercredi 31 janvier à Pau. Il y avait une trentaine de personnes présentes et des slogans ont éclaté pour réclamer « l'arrêt des bombardements, la solidarité avec le Rojava », « Erdogan assassin, Macron complice ».

Ce rassemblement a pu se tenir par l'implication des camarades du ROCML au sein du comité antiguerre. Une déclaration a été lue par un de nos camarades pour le comité. Étaient présents, le PCF, PCOF, FI, NPA, Ensemble et le ROCML, ainsi que quelques kurdes.

Après le rassemblement, il a été décidé de se réunir la semaine d'après pour décider tous ensemble des suites de notre action. Une initiative à poursuivre...



IRAN

Déstabilisation américaine ou mouvement populaire ?

Le 28 décembre 2017, en Iran s'est développé un mouvement populaire contre le régime capitaliste dirigé par les ayatollahs. Le mouvement s'est étendu à Téhéran, Gillan, Tabriz, Urémie, Sine, Kirmasan, Ilam, Loristan, Hurmuzgan, Isfahan... et dans encore d'autres grandes villes et villages d'Iran.

Il a été violemment réprimé : 25 morts selon certains chiffres (dont des membres des forces de répression), plusieurs milliers de personnes arrêtées, dont près de 500 toujours détenues (1). Le contrefeu propagandiste déclenché par les représentants du pouvoir qui dénonçaient « la provocation des USA et d'Israël » et lançaient l'accusation de « trahison de la nation » ne peut nullement masquer le fait que les actions de révolte sont motivées par les conditions de vie matérielles qui pèsent sur la population. En témoignent le chômage des jeunes notamment avec près de 30 %, la hausse continue des prix, les mesures réduisant certaines aides sociales. Le président Hassan Rohani lui-même s'est senti obligé d'admettre que les revendications des manifestations visait « l'état de l'économie » ainsi que « la corruption ».

Aujourd'hui le mouvement est terminé. Mais il nous paraît nécessaire de combattre le point de vue de certains intellectuels et courants politiques, qui n'ont vu dans ce mouvement que la « main » des forces réactionnaires. Pour eux, dans le monde, l'impérialisme et en particulier l'impérialisme américain contrôle tout !

Cette vision réductrice provient d'une représentation déformée des enjeux de la lutte des classes dans le cas de l'Iran. Elle ne tient pas compte du fait que l'Iran, comme d'ailleurs la Turquie, n'a jamais été colonisé, contrairement à d'autres peuples du Moyen Orient. Il a ainsi pu suivre un développement capitaliste plus autonome et plus poussé. Il n'est pas seulement capable de maîtriser l'énergie nucléaire, mais a un grand potentiel pour rivaliser jusqu'à un certain point à l'échelle mondiale avec les autres pays capitalistes.

Tous les événements qui se sont produits révèlent les contradictions du système capitaliste. Il est évident que les pays impérialistes comme les USA s'efforcent à intervenir partout où leurs intérêts sont en jeu, et peuvent réussir à le faire à un certain degré dans certaines régions ou pays, mais de là à extrapoler et voir dans tout mouvement populaire la main « de l'impérialisme », le résultat d'un complot, c'est nier la réalité de la révolte des peuples contre l'oppression. Ces interprétations erronées font de leurs défenseurs des auxiliaires de l'impérialisme et du capitalisme comme système de domination et d'exploitation, en mettant en avant les USA comme ennemi prépondérant, ce qui en fait l'arbre qui cache la forêt.

En Iran, les mollahs ont été portés au pouvoir à la suite d'une révolution populaire et les USA n'ont rien pu faire pour sauver le régime du Shah d'Iran. Cependant, la prise du pouvoir par les mollahs n'a pas résolu les revendications fondamentales des peuples et des travail-

leurs. Le régime, pour assurer sa domination, a massacré les organisations révolutionnaires, en utilisant tactiquement le Toudeh (parti communiste iranien, proche du régime russe à l'époque). Une fois la situation stabilisée, les contradictions du système capitaliste n'ont pas manqué de se manifester au grand jour.

À partir des années 1990, la vague dite du « néolibéralisme » a touchée également l'Iran. Des divergences ont surgi au sein de la bourgeoisie et des forces politiques dirigeantes sur la façon de s'y adapter. Dans un monde où s'impose la concurrence entre groupes capitalistes « multinationales », l'Iran n'a pas été épargné. Les relations avec certains pays impérialistes se sont renforcées à partir de cette époque. La Russie, l'Allemagne, la France ont été les premiers à intervenir sur le marché iranien. Les USA ont été marginalisés et on comprend la violence de leur part à l'égard de l'Iran, de même que la mansuétude de « l'Europe » opposée à toute aggravation des tensions avec l'Iran : c'est normal, Total, Gazprom, Siemens... et d'autres sociétés monopolistiques travaillent avec l'Iran !

L'Iran joue un rôle important au Moyen Orient, (avec son meilleur allié, la Russie), il est la cible des pays du Golfe persique. Il ne faut pas oublier que les pays impérialistes, les USA et certains autres pays occidentaux, ont poussé l'Irak de Saddam Hussein à se tourner contre l'Iran. Après huit ans de guerre, l'Irak a perdu. L'Iran a consolidé son avantage en finançant le Hezbollah au Liban, en soutenant le régime d'Assad et certaines forces en Irak et au Yémen. Cette politique pèse lourdement sur la population qui en supporte les conséquences économiques et politiques.

Comme dans les autres pays capitalistes ce sont les mêmes mesures « d'austérité » qui sont appliquées et donc qui entraînent à un moment donné l'aggravation de la lutte des classes et la révolte.

AUX QUATRE COINS DU MONDE

La révolte des peuples d'Iran n'est pas le résultat d'un complot des USA ni d'Israël. Que ces deux pays ou que d'autres pays du Golfe tentent de profiter de la situation ne change rien quant au fond.

Tant que les peuples ne s'organisent pas sous la direction du prolétariat, indépendamment de toute force réactionnaire et capitaliste, leurs victoires seront au mieux partielles. En Iran, à partir des années 1990 se sont développés de grands mouvements des travailleurs, entre autre des chauffeurs de Bus en Téhéran. Certains dirigeants de ce mouvement ont été pendus. En 2009 le conflit entre les différentes cliques réactionnaires d'Iran s'est déroulé autour de la question « comment l'Iran va-t-il surmonter ses difficultés ? ». Évidemment ces problèmes sont ceux d'un pays capitaliste qui cherche sa place dans le concert mondial des pays capitalistes. Tant qu'on n'a pas compris cette réalité on ne peut pas comprendre le dernier mouvement populaire en Iran.

Un aspect de ces interprétations erronées consiste à présenter l'Iran comme anti-impérialiste, sous prétexte de son « anti-américanisme ». Nous avons dans notre journal abordé et analysé les conflits inter-impérialistes au Moyen Orient. L'Iran défend ses intérêts réactionnaires et est l'allié dans la région de l'impérialisme russe. L'Iran opprime toujours le peuple kurde dont il nie les droits nationaux. C'est l'une des raisons pour laquelle dans les villes et villages kurdes la mobilisation a été forte. On connaît la complicité de l'Iran avec la Turquie et la Syrie sur la question kurde.

Le soulèvement des peuples d'Iran a été légitime et progressiste. Les peuples d'Iran n'ont jamais cessé de lutter et ne cesseront pas de lutter. La victoire de la lutte ne se réalisera pas d'un seul coup. Nous saluons le courage des jeunes, des femmes et des travailleurs iraniens qui sont descendus dans la rue et nous nous inclinons devant les martyres.

Vive la résistance des peuples d'IRAN.

À bas le capitalisme !

Vive le socialisme !

Séparés par des milliers de kilomètres, ils luttent contre le même ennemi. Ils parlent des langues différentes, l'espagnol ou l'arabe, le français ou le mandarin, mais c'est un même langage qu'ils partagent : dénoncer la misère et l'oppression, ils revendiquent des conditions de vie décentes.

Ces dernières semaines, de nombreuses luttes ont vu le jour un peu partout sur la planète, des luttes du prolétariat contre des réformes imposant l'austérité, ou contre la vie chère, etc.

Cela a commencé en décembre 2017, en Argentine, lorsque le gouvernement de Macri lance une réforme diminuant brutalement le montant des pensions de retraite. En réponse à cette attaque du capital, une mobilisation massive du prolétariat argentin. Elle trouve son apogée le 18 décembre avec dans la capitale, une manifestation de plus de 150 000 personnes aux portes du Parlement. S'en est suivie une vague de répression qui fit des dizaines de blessés et de détenus. Des manifestations se poursuivent actuellement contre l'assouplissement des peines carcérales des anciens assassins au service de la dictature militaire des années 1970.

De la même façon, les prolétaires en Iran se sont soulevés contre la hausse des prix et ces mouvements s'attaquent directement au gouvernement iranien. Tout est parti de Machhad, deuxième ville d'Iran, le 28 décembre et cette contestation s'est étendue à tout le pays. Vague de révolte surnommée « la révolution des œufs » en référence à l'augmentation des prix de la volaille et des œufs de 50% cette année. Aujourd'hui « le calme » est revenu dans les villes iraniennes après une répression énorme des manifestants (canons à eau, gaz lacrymogènes, matraques, ...) avec un bilan de 21 morts et 450 arrestations à Téhéran seulement, et 3700 arrestations à l'échelle du pays.

En Tunisie aussi, le peuple a décidé de fêter le septième anniversaire du dit « printemps arabe » par une contestation d'ampleur notamment dans les quartiers populaires ! Les raisons de la colère ne manquent pas, en effet le peuple qui s'était mobilisé massivement en 2011 contre la misère et le dictateur Ben Ali, ne voit aucun changement depuis et ce n'est pas la nouvelle loi des finances qui va arranger cela. Avec un chômage dépassant les 15%, une hausse des prix de l'ordre de 6%, ce sont de nombreux quartiers populaires qui s'embrasent et où se produisent des attaques aux bâtiments de l'état (Tribunaux, Commissariats, etc.) et aux commerces. Des affrontements ont encore lieu dans la capitale, opposant des jeunes à la police, ces jeunes qui réclament l'abrogation de la nouvelle loi des finances. De son côté le puissant syndicat UGTT appelle au calme et à des manifestations pacifiques, ne réclame en rien l'abrogation de cette loi, il se retrouve coupé de sa base et vivement critiqué ! Depuis le début de cette révolte 930 arrestations de manifestants auraient eu lieu. La misère qui serre de plus en plus le prolétariat tunisien renforce le camp de la lutte, ce dont témoignent à leur façon les déclarations du gouvernement qui parle de bande de pilleurs.

De même, en Grèce a eu lieu le 15 janvier une grève générale de 24h à l'appel principalement du syndicat PAME et du parti communiste KKE. Cette grève s'opposait au vote d'une nouvelle loi (qui fait suite à tant de lois imposant l'austérité, qui ont réduit le peuple grec à la misère), qui impose notamment l'obligation d'un vote de 50% des salariés d'une entreprise pour y déclarer une grève. De puissantes manifestations ont eu lieu à Athènes et dans le reste du pays.



N'oublions pas non plus les plusieurs milliers de grèves déclenchées chaque années depuis 6 ou 7 ans par la classe ouvrière en Chine contre les arriérés de salaire principalement !

Partout sur la planète le prolétariat combat les maux du capitalisme qui sont la misère, les conditions de vie inacceptables et les attaques systématiques du capital contre les salaires, les retraites, le droit de grève, etc. Ce que vit la classe ouvrière en France ressemble point par point à ce que vit l'ouvrier en Grèce, en Argentine, en Iran ou en Chine. La parole célèbre formulée par Engels et Marx en 1848 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » n'a pas pris une ride et doit résonner encore dans toutes les conscience du proléta-

riat que ce soit dans une manifestation devant le parlement grec, un quartier populaire de Tunis ou dans les manifestations des prolétaires en France. Les sirènes des experts en économie, sociologie ou autre à la solde de la bourgeoisie clament sans cesse que le prolétariat a disparu laissant la place à des « couches moyennes » ou à un système de tertiarisation de l'économie, mais dans chaque grève, dans chaque révolte de n'importe quel pays dans le monde, ces travailleuses et ces travailleurs leur démontrent d'une part qu'ils existent et qu'ils combattent ! Mais aussi ils démontrent d'autre part, comme l'ont affirmé Marx et Engels - il y a, cette année, 180 ans - dans leur Manifeste du Parti Communiste, que c'est bien le prolétariat la seule force révolutionnaire capable

de mettre un terme à la barbarie capitaliste !

DRESSONS NOUS CONTRE NOS OPPRESSEURS COMME LE FONT TOUS NOS CAMARADES TUNISIENS, GRECS, ARGENTINS, IRANIENS, ETC.

VIVE LA LUTTE DU PROLETARIAT DE PAR LE MONDE ET GLOIRE AUX MARTYRS DE LA CLASSE OUVRIERE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES DE PALESTINE ET DU KURDISTAN

EN LUTTE POUR LEURS DROITS NATIONAUX ET DÉMOCRATIQUES
FACE AUX PUISSANCES IMPÉRIALISTES ET AUX RÉACTIONNAIRES



QUI SOMMES-NOUS ?

Le **Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML)** est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Pour cela, il diffuse la **Voix des Communistes**, qui est son journal théorique et politique.

Le ROCML participe à toutes les luttes visant à combattre le capitalisme : contre les lois anti-ouvrières, la guerre, la répression,... **La JCML** est l'organisation de jeunes liée au ROCML. Ecrivez nous pour vos remarques sur le journal, formuler des critiques...

CONTACTS

Rassemblement Organisé des Communistes

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste

jcml.nationale@yahoo.fr

#JCML

